



**RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012**

## **PLAN DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2012**

- I. Attestation de responsabilité
- II. Rapport de Gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte annuelle du 29 juin 2012
- III. Rapport de Responsabilité Sociale et Environnementale
- IV. Communiqué relatif aux honoraires des contrôleurs légaux des comptes
- V. Comptes consolidés et annexes
- VI. Comptes sociaux et annexes
- VII. Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes statutaires et consolidés

## **ATTESTATION DE RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

### **RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

Madame Marie Meynadier, Directeur Général de EOS IMAGING.

### **ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE**

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et du Groupe, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté. »

Marie Meynadier, Directeur Général de EOS Imaging

**EOS IMAGING**  
**Société anonyme au capital de 174.024,29 Euros**  
**Siège Social : 10, rue Mercoeur, 75011 Paris**  
**349 694 893 RCS PARIS**

**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES  
SOCIAUX ET LES COMPTES CONSOLIDES POUR L'EXERCICE CLOS LE  
31 DECEMBRE 2012**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport de gestion établi par votre Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L 232-1 du Code de commerce.

Votre Conseil d'administration vous a réunis en Assemblée Générale afin de vous informer de la marche des affaires de notre Société au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2012, de vous présenter les comptes et résultats et de les soumettre à votre approbation.

Les rapports de vos Commissaires aux comptes, celui de votre Conseil d'administration, l'inventaire et les comptes de l'exercice et plus généralement l'ensemble des documents et renseignements énumérés par les articles L225-115 et R 225682 du Code de Commerce ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Votre Conseil d'administration, lors de sa séance du 18 avril 2013, a procédé à l'examen des comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 décembre 2012 et a arrêté lesdits comptes. Ces comptes consolidés ont été établis selon le référentiel IFRS.

## **1. SITUATION DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

### **1.1. Compte rendu de l'activité et événements importants au cours de l'exercice 2012**

L'objet de la société est de développer et commercialiser une modalité d'imagerie médicale innovante, dédiée aux pathologies ostéo-articulaires. L'offre de la société est constituée de l'équipement d'imagerie 2D/3D très basse dose EOS associé aux stations de revue d'image sterEOS. La société commercialise cette offre par le biais d'une présence directe de la société et de ses filiales aux USA, Canada et Allemagne (le Groupe), ainsi que par le biais d'accords de distribution.

La société a levé 37,9M€ lors de son introduction en bourse sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris en février 2012.

Faisant usage de la délégation autorisée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 15 février 2012 a décidé :

- d'augmenter le capital de la société d'un montant de 55 K€ par l'émission de 5.520.000 actions ordinaires au prix de l'introduction en bourse, 6,87€ par action, soit un montant de 37,9 M€;
- de constater l'augmentation de capital d'un montant de 2K€ liée à la conversion des 957 933 obligations convertibles émises le 2 décembre 2011, en 278 870 actions ordinaires de la société au prix de l'introduction en bourse, soit un montant de 1.916 K€

Ainsi, par les deux opérations décrites ci-dessus, la société a émis 5 798 870 actions nouvelles souscrites par des investisseurs institutionnels, des fonds de gestion privés, des personnes physiques ainsi que par les actionnaires historiques, par voie de conversion en actions d'un emprunt obligataire émis en 2011.

Cette opération a permis de renforcer de manière significative les fonds propres consolidés qui s'élèvent au 31 décembre 2012 à 31,5M€, contre 1,7M€ au 31 décembre 2011.

Les fonds levés sont principalement destinés renforcer la force commerciale du Groupe pour accélérer sa présence à l'international sur les marchés existants et de nouvelles zones géographiques ; à financer l'augmentation du besoin en fonds de roulement lié au développement du Groupe ; et à enrichir l'offre de services et d'applications innovantes du Groupe pour répondre aux besoins cliniques spécifiques et poursuivre le développement d'innovations technologiques basées sur la plate-forme EOS®.

Ainsi, le Groupe a développé de manière significative sa structure commerciale au cours de l'année 2012, par le recrutement d'un VP sales Europe et de deux nouveaux Responsables régionaux des ventes aux Etats Unis, de même que par la signature de contrats de distributions majeurs, notamment en Asie. Le Groupe a poursuivi sa dynamique commerciale à l'international, avec un développement significatif de ses ventes sur le continent nord-américain, et des premières ventes en Asie et en Scandinavie. Ainsi, fin 2012, EOS équipe 5 des 10 meilleurs centres orthopédiques américains, selon le classement du magazine U.S. News & World Report.

Dans le domaine clinique, de nouvelles études cliniques parues en 2012 ont souligné l'apport du système d'imagerie EOS® dans différents domaines : la surveillance et la prédiction de l'évolution de la scoliose, mais également le diagnostic et la planification de la chirurgie orthopédique des membres inférieurs et de l'arrière-pied.

Enfin, en matière de gouvernance, EOS imaging a nommé en 2012 deux nouveaux administrateurs : Monsieur Michael J Dormer, anciennement Président de la branche Dispositifs Médicaux et Diagnostic de Johnson & Johnson, et actuellement administrateur des sociétés Neoss et Endosense, a été nommé Président du Conseil d'Administration d'EOS imaging. Mr Eric Beard, anciennement Président de Baxter EMEA et de Sorin, et actuellement Président de Cellnovo a été nommé Président du Comité d'Audit.

#### 1.1.1. Recherche et Développement – Etudes cliniques

EOS imaging a constitué une équipe de 23 ingénieurs de recherche et développement associée à une équipe de trois personnes dédiée aux essais cliniques, basée en France et aux USA.

En 2012, la Société a poursuivi ses programmes de développement engagés en 2011, orientés vers la mise au point de nouvelles fonctions logicielles et matérielles associées à EOS et visant des applications spécifiques aux pathologies ostéo-articulaires.

Dans le cadre du programme Européen Eurostars, et en collaboration avec deux partenaires allemands, la Société a lancé le développement d'une solution logicielle de simulation d'intervention chirurgicale avec pose d'implants orthopédiques.

La société a également initié un projet consacré à la prédiction du risque fracturaire par le système d'imagerie EOS chez l'adulte vieillissant par analyse micro- et macro-architecturale. Ce programme, financé par le FUI, regroupe des partenaires académiques, cliniques et industriels.

La société maintient enfin un effort significatif de recherche dans le domaine de la réduction du risque radiatif associé aux examens radiologiques.

Au plan clinique, trois études importantes ont été publiées en 2012 :

En septembre 2012, une nouvelle étude clinique met en évidence l'intérêt d'une évaluation 3D de la colonne vertébrale par le système d'imagerie EOS® pour surveiller et prévoir l'évolution de la scoliose. Cette étude portait sur un échantillon de 134 patients avec une Scoliose Idiopathique de l'Adolescence (SIA). Ses conclusions ont démontré que les paramètres morphologiques tridimensionnels de la colonne vertébrale obtenus par EOS peuvent être utilisés pour distinguer les scolioses évolutives et non-évolutives dès la première visite médicale. Elle sera poursuivie par une étude internationale multicentrique en cours de montage.

En novembre 2012, deux nouvelles études soulignant les bénéfices cliniques du système d'imagerie 2D/3D d'EOS imaging en matière de diagnostic et de planification de la chirurgie orthopédique des membres inférieurs et de l'arrière-pied ont été publiées dans les revues scientifiques American Journal of Roentgenology et Skeletal Radiology.

La première étude a montré que les mesures de torsion fémorale et tibiale réalisées par le système EOS étaient comparables à celles obtenues par un CT-scan, en offrant toutefois une dose de rayonnement nettement plus faible qu'avec un CT-scan.

La seconde étude a conclu que les mesures en 3D de l'arrière-pied réalisées par le système EOS étaient sensiblement plus précises que celles réalisées en radiographie conventionnelle.

#### 1.1.2. Vente et Marketing

Les équipes commerciales et marketing ont été renforcées de manière significative au cours de l'année. Comptant en fin d'exercice 20 collaborateurs basés en France et aux Etats Unis, elles sont structurées en quatre métiers : la définition du plan produit, les affaires cliniques, la communication, les ventes et la formation des utilisateurs à la technologie EOS.

Le renforcement des équipes commerciales s'est concrétisé en 2012 par des recrutements majeurs, mais également par la signature de contrats d'agents et de distributeurs stratégiques. Aux Etats Unis, le recrutement de deux nouveaux Responsables régionaux des ventes et la signature des deux nouveaux contrats de réseaux d'agent permettent désormais à EOS imaging d'être présent sur l'ensemble du territoire nord-américain. La dynamique commerciale s'est également accentuée en Asie, avec la signature de contrats de distributeurs exclusifs et la vente d'un premier équipement à Singapour. En Europe, le recrutement d'un VP sales a permis de continuer la structuration de l'organisation commerciale, et de poursuivre la dynamique commerciale engagée, avec notamment la vente d'équipements dans de nouveaux pays, tels que l'Allemagne, et le Danemark.

#### 1.1.3. Ressources humaines

Le Groupe a poursuivi ses recrutements au cours de l'exercice 2012 pour accompagner son développement.

Trois recrutements structurants ont été réalisés au niveau de l'équipe de vente (2 recrutements aux Etats Unis et un recrutement en France). L'équipe R&D s'est renforcée de 3 personnes, de même que l'équipe réglementaire, qui a également procédé à un recrutement.

L'effectif moyen consolidé est ainsi passé de 53 personnes en 2011 à 58 personnes en 2012. L'effectif total est de 63 personnes au 31 décembre 2012, contre 57 au 31 décembre 2011.

#### 1.1.4. Financement et structure du capital

Comme indiqué au chapitre 1.1, la société s'est introduite en bourse sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 15 février 2012. En amont de cette opération, l'ensemble des actions de préférence et des obligations convertibles émises par la Société ont été converties en actions ordinaires.

Lors de son introduction en bourse, la société a émis 5 520 000 actions nouvelles à la valeur nominale de 6,87€

Cette opération a permis de renforcer de manière significative les fonds propres consolidés qui s'élèvent au 31 décembre 2012 à 31,5M€ contre 1,7M€ au 31 décembre 2011.

#### 1.1.5 Progrès réalisés /difficultés rencontrées

Les résultats cliniques publiés en 2012 et l'adoption d'EOS par les meilleurs hôpitaux ont participé à la reconnaissance de la technologie EOS comme un standard de soins en imagerie ostéo-articulaire. Les difficultés rencontrées par le Groupe sont essentiellement liées à la raréfaction des crédits d'équipements dans les pays occidentaux, et plus généralement, aux politiques de maîtrise des dépenses de santé publiques, qui peuvent se traduire par un ralentissement du processus de décision d'investissement ou à un report d'investissement. Aussi, le Groupe a mis en place des partenariats aux USA et en France qui lui permettent de proposer des solutions de financement par location, crédit-bail ou « shared revenue ».

#### 1.1.6 Divers

L'assemblée Générale du 29 juin 2012 a nommé Monsieur Mickael J Dormer et Monsieur Eric Beard en qualité d'administrateurs de la Société pour une durée de 3 années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires amenée à statuer sur le comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

Monsieur Michael J Dormer a été nommé Président du Conseil d'Administration de EOS Imaging lors du conseil d'administration du 9 novembre 2012, en remplacement de Monsieur Stéphane Sallmard, démissionnaire, étant précisé que Monsieur Stéphane Sallmard conserve ses fonctions d'administrateur.

COFA invest, représentée par Madame Marie-Hélène Plais a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 31 décembre 2012.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du même jour a octroyé 360.000 actions gratuites à un membre de la direction.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 21 septembre 2012 a accordé 376 916 stock-options aux salariés du groupe.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 31 décembre 2012 a attribué à Messieurs Michael J Dormer, Eric Beard, Stéphane Sallmard et Philip Whitehead un total de 270 000 BSA qui n'ont pas été souscrits à ce jour.

## 1.2 Résultat des activités

### 1.2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé en 2012 s'élève à 9 424K€ contre à 6 944K€ en 2011, soit une augmentation de 36%.

Il correspond à la vente de 21 équipements qui représente un chiffre d'affaires de 8 534€ et aux revenus de maintenance des équipements sous contrat pour un montant de 890K€

La société a réalisé en 2012 ses premières ventes à Singapour, en Allemagne ainsi qu'au Danemark.

L'activité du Groupe reste fortement saisonnière. Aussi, le chiffre d'affaires réalisé au cours du second semestre s'est élevé à 7 097K€, et représente ainsi 75% du chiffre d'affaires annuel.

### 1.2.2. Autres produits

Les autres produits correspondent aux financements publics obtenus dans le cadre des programmes de recherche en cours (Crédit Impôt Recherche et subventions).

Ils se sont élevés à 969K€ contre 648K€ en 2011.

Ils sont essentiellement composés de Crédit d'Impôt Recherche, en hausse en 2012 compte tenu de dépenses plus importantes de recherche exposées au cours de l'exercice, mais également d'un niveau plus faible des encaissements de subventions, qui avait réduit mécaniquement le CIR de l'exercice précédent.

Le niveau des subventions est réduit en 2012 compte tenu de la fin de programmes significatifs en 2011 et en cours d'année 2012. La société a été retenue sur de nouveaux programmes européens et nationaux, qui ont débuté en fin d'année et qui seront reflétés dans les comptes 2013.

Le montant des subventions et du Crédit d'Impôt Recherche inscrits au résultat sur l'exercice sont retraités de la quote-part de financement des dépenses de recherche activés sur l'exercice. Le montant brut des financements publics comptabilisés sur l'exercice est de 1 050K€

### 1.2.3. Coûts directs des ventes

Le taux de marge sur coûts directs des ventes a très fortement progressé au cours de l'exercice, et s'établit à 40% en 2012 contre 28% en 2011.

Cette performance a des origines commerciales, industrielles et logistiques.

L'évolution favorable du prix de vente moyen des équipements a contribué à améliorer la marge de 2 points.

Sur le volet industriel, le volume de production 2012, soit 21 équipements produits, n'a pas encore permis d'optimiser le processus de fabrication ni de réaliser d'économies d'échelle significatives. Toutefois, la signature en 2011 d'un accord de partenariat au niveau de l'intégration des équipements a permis de réduire de 10% le coût de production d'un équipement. Aussi, le coût de production moyen observé en 2012 est inférieur de 7% à celui observé en 2011, exercice pour lequel seules les productions de fin d'exercice avaient bénéficié de cet accord. Par ailleurs, la fiabilisation de certains composants ont permis de réduire de manière significative le coût de maintenance des bases installées. Ces deux éléments combinés ont abouti à une amélioration du taux de marge de 8 points.

Enfin, le recours croissant à des modes d'expédition moins coûteux de nos équipements, et en particulier un recours croissant au transport maritime, s'est traduit par une amélioration complémentaire de la marge de 1 point.

Il ressort de ces 3 composantes une amélioration totale du taux de marge brute sur coûts directs de production de 12 points, qui s'établit en 2012 à 40% des ventes.

#### 1.2.4. Coûts indirects de production et de services

Les coûts indirects de production se composent des salaires ou du coût de sous-traitance des fonctions n'intervenant pas directement dans le processus de production ou de maintenance (gestion des achats, de la planification et du contrôle qualité), ainsi que des frais de déplacement et des achats externes.

Les coûts indirects de production et de service sont stables sur l'exercice et s'élèvent à 1 588K€ contre 1 629K€ en 2011.

Cette meilleure absorption des frais fixes a permis d'améliorer de 6 points le taux de marge sur coûts complets de production et de service, qui s'établit en 2012 à 22% des ventes.

#### 1.2.5. Frais de recherche et développement

L'activité de l'équipe de Recherche et Développement s'est poursuivie dans le cadre du développement des fonctionnalités d'EOS pour la chirurgie orthopédique, telles que présentées dans le paragraphe 1.1.1.

Les frais de recherche et développement se sont élevés à 2 164K€ contre 1 915K€ en 2011. Ces coûts intègrent la charge d'amortissement des coûts de développement activés, dont le montant net inscrit à l'actif au 31 décembre 2012 s'élève à 728K€

#### 1.2.6. Frais de ventes et de marketing

L'équipe de vente s'est développée de manière significative au cours de l'exercice, au travers du recrutement de deux responsables des ventes régionaux et d'un VP sales Europe.

Les frais de vente et de marketing se sont élevés à 4 224K€ en 2012 vs 3 243K€ en 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par les recrutements réalisés au cours de l'exercice, de même que par la participation accrue du Groupe à des congrès médicaux.

#### 1.2.7. Coûts réglementaires

Les dépenses réglementaires se sont élevées à 670K€ vs 260K€ en 2011. Cette évolution résulte essentiellement de la très nette augmentation des dépenses réglementaires engagées sur l'exercice dans le cadre d'une démarche d'obtention de nouveaux agréments réglementaires, et ce particulièrement sur la zone Asie.

#### 1.2.8. Frais administratifs

Les frais administratifs se sont élevés à 2 381K€ vs 2 117K€ en 2011.

Cette progression de 12% sur l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la progression de la masse salariale et par les frais de cotation, comptabilisés pour la première fois en 2012.

#### 1.2.9 Paiement fondé sur des actions

Au cours de l'exercice, le Conseil d'Administration a procédé à l'attribution d'actions gratuites et de stock-options, tel que présenté au paragraphe 1.1.6.

La charge résultant de ces attributions est définie par application du modèle Black-Scholes selon les hypothèses développées à la note 16 des états financiers consolidés. Elle s'élève en 2012 à 1 404K€

### 1.2.10 Résultat financier

Le résultat financier net est positif de 474K€vs un résultat négatif de 38K€en 2011.

Les produits financiers correspondent aux produits de placements des fonds levés lors de l'introduction en bourse de la société sous forme de dépôts à terme.

### 1.2.11. Résultat de l'exercice

Le résultat global du Groupe pour l'exercice 2012 est une perte de 7 062K€ contre une perte de 6 554K€en 2011.

### 1.3 Description des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté

Les risques auxquels le Groupe est confronté ont été décrits dans le document de base qui date de décembre 2011. Le type de risque et leur nature n'ont pas évolué à la date de rédaction du présent rapport, à l'exception du risque de liquidité, qui est écarté sur le moyen terme compte tenu des fonds levés par le Groupe lors de son introduction sur le marché réglementé NYSE Euronext à Paris le 16 février 2012.

### 1.4 Litiges

Aucun nouveau litige n'est connu par le Groupe. La seule créance client pour laquelle un risque de non recouvrement est identifié est dépréciée en totalité dans les comptes.

### 1.5 Evolution et perspectives d'avenir

Le Groupe poursuit le développement des fonctionnalités du produit EOS, en particulier dans les domaines de la planification et du contrôle chirurgical. Les essais cliniques associés, dont de premiers résultats ont été communiqués en 2012, contribueront à l'accélération de la diffusion des produits du Groupe sur ses marchés actuels et sur les nouveaux marchés visés.

EOS imaging a étendu sa présence en 2012 dans des hôpitaux de premier plan, tant aux Etats-Unis qu'en Asie-Pacifique, et élargi sa couverture en Europe par des installations dans des pays jusqu'ici non équipés. L'adoption d'EOS par 5 des 10 meilleurs hôpitaux américains en orthopédie devrait renforcer le développement de la société en Amérique du Nord déjà amorcé en 2012.

Enfin, les investissements réalisés en 2012 pour structurer et développer le réseau commercial d'EOS imaging devraient se traduire en 2013 par une accélération du développement de l'activité.

### 1.6 Filiales et participations

Le Groupe est constitué de la société EOS imaging SA, qui détient 100% du capital de ses trois filiales :

#### Eos Imaging Inc:

Basée aux Etats-Unis, EOS imaging , INC. est une société de droit américain au capital de \$1 dont le siège social est au 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe sur le territoire américain.

Au 31 décembre 2012, elle affiche un chiffre d'affaires de 4 833KUSD (soit 3 761k€) et une perte nette de 3 017KUSD (soit 2 348K€).

EOS imaging GmbH :

Basée en Allemagne, EOS Imaging GmbH est une société de droit allemand au capital de 25 000 euros, dont le siège social est au Theodor-Stern- Kai 1, 60596 Frankfurt am Main.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe en Allemagne.

Au 31 décembre 2012, elle affiche un chiffre d'affaires de 348K€ et une perte nette de 64K€

EOS image, Inc :

Basée au Canada, EOS image Inc est une société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, dont le siège social est situé 3630 Montée Saint Hubert, à Montréal, Québec, Canada.

Cette entité assure la commercialisation des produits du Groupe sur le territoire canadien.

Au 31 décembre 2012, elle affiche un chiffre d'affaires de 768 KCAD (soit 598K€) et une perte de 184KCAD (soit 143K€).

Au titre de l'exercice 2012, EOS imaging SA a facturé à ses filiales :

- des cessions d'équipement pour un montant de 3 546K€;
- des locations d'équipements pour un montant de 42K€;
- des management fees d'un montant de 938K€;
- des intérêts sur compte courant pour un montant 35K€

1.7 Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice écoulé jusqu'à la date d'établissement du présent rapport

UFG Siparex a démissionné de son mandat d'administrateur le 4 février 2013.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2010 et 2011 a été notifié à la société EOS Imaging SA en février 2013.

## **2. SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

### **2.1. Compte rendu de l'activité et événements importants au cours de l'exercice 2012**

Les faits marquants pour la société mère du Groupe ont été présentés au chapitre 1.1. ci-dessus.

### **2.2. Changement de composition du conseil d'administration**

Comme indiqué dans le chapitre 1.1.6, l'assemblée Générale du 29 juin 2012 a nommé Monsieur Mickael J Dormer et Monsieur Eric Beard en qualité d'administrateurs de la Société pour une durée de 3 années venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires amenée à statuer sur le comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

Monsieur Michael J Dormer a été nommé Président du Conseil d'Administration de EOS Imaging lors du conseil d'administration du 9 décembre 2012, en remplacement de Monsieur Stéphane Sallmard, démissionnaire, étant précisé que Monsieur Stéphane Sallmard conserve ses fonctions d'administrateur.

COFA invest, représentée par Madame Marie-Hélène Plais a démissionné de son mandat d'administrateur avec effet au 31 décembre 2012.

### **2.3. Ressources humaines**

Tel que présenté au chapitre 1.1.3, la société a poursuivi ses recrutements en 2012, avec notamment le recrutement d'un VP sales Europe, de 3 ingénieurs R&D, et d'un chef de projet réglementaire.

L'effectif moyen de la société est passé de 47 personnes en 2011 à 48 personnes en 2012. L'effectif total est de 53 personnes au 31 décembre 2012, contre 48 personnes au 31 décembre 2011.

### **2.4. Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière, notamment de la situation d'endettement de la Société au regard du volume et de la complexité des affaires**

L'activité de la société peut être assimilée à celle du Groupe, puisque les filiales ont une activité limitée à la vente de nos équipements sur leurs marchés.

Aussi, nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1. ci-dessus.

Les dettes comptabilisées au 31.12.2012 avec le comparatif 2011 sont les suivantes (€):

<b>Dettes</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Emprunts et dettes financières divers	25.652	1.949.129
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2.200.695	2.331.936
Dettes fiscales et sociales	1.412.486	1.136.122
Autres dettes	772.256	200.291
Produits constatés d'avance	204.727	56.949
<b>TOTAL</b>	<b>4.615.815</b>	<b>5.674.427</b>

## 2.5. Description des principaux risques et incertitudes et gestion des risques

L'activité de la société peut être assimilée à celle du Groupe. Aussi, nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.3. ci-dessus.

## 2.6. Litiges

Aucun litige n'est porté à la connaissance de la société au 31 décembre 2012.

## 2.7. Activité en matière de Recherche et Développement

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1.1. ci-dessus.

## 2.8. Résultats sociaux

Les comptes sociaux de la société vous sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Les résultats de l'exercice 2012 avec le comparatif par rapport à l'exercice 2011, sont les suivants :

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Le chiffre d'affaires s'élève à :	€8.311.867	€6.431.557
Le total des produits d'exploitation s'élève à :	€9.544.550	€6.729.340
Le total des charges d'exploitation s'élève à :	€14.916.927	€12.931.778
D'où un résultat d'exploitation de :	€(5.372.377)	€(6.202.439)
Le total des produits financiers s'élève à :	€1.126.894	€981.681
Le total des charges financières s'élève à :	€(4.902.151)	€(2.483.022)
D'où un résultat financier de :	€(3.775.257)	€(1.501.341)
Le résultat courant avant impôt de :	€(9.147.634)	€(7.703.779)
Le total des produits exceptionnels s'élève à :	€62.862	€0
Le total des charges exceptionnelles s'élève à :	€173.491	€4.463
D'où un résultat exceptionnel de :	€(110.629)	€(4.463)
Impôt sur les sociétés :	€(955.491)	€(480.430)
Perte nette comptable :	€(8.302.772)	€(7.227.813)

Les capitaux propres au 31 décembre 2012, s'élèvent à 27.218.684 €

## 2.9. Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.1.5. ci-dessus.

#### 2.10. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs

En application de l'article D441-4 du Code de Commerce, la société présente ci-dessous la décomposition au 31 Décembre 2012 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

En €	Total	Moins de 30 jours	Entre 31 et 60 jours	Plus de 60 jours
Au 31/12/2012	1.140.483	845.940	225.477	69.066
Au 31/12/2011	1.844.339	1.007.212	555.422	281.704

#### 2.11. Informations sociales

Au 31 décembre 2012, l'effectif de la société était de 53 salariés contre 48 salariés au 31 décembre 2011. L'effectif de 53 salariés comprenait 48 salariés en contrat à durée indéterminée et 5 salariés en contrat à durée déterminée. Aucun salarié démissionnaire, en arrêt de travail ou en congé parental d'éducation n'était à signaler au 31 décembre 2012.

#### 2.12. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2012, soit 8 302 772€, au compte report à nouveau qui sera ainsi porté de 23 185 714 € à 31 488 486€

#### 2.13. Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Vous trouverez en annexe le tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

#### 2.14. Montant des dividendes et avoir fiscal des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions légales (article 243 bis du code général des impôts), il est rappelé qu'il n'a été mis en distribution, au cours des trois derniers exercices, aucun dividende.

#### 2.15. Les dépenses somptuaires et charges non déductibles (CGI 39-4 et 223 quater)

Conformément aux dispositions des articles 39-4 et 223 quater du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé font apparaître une somme correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement d'un montant de 11 884 €

#### 2.16. Quitus aux administrateurs

Le conseil et son président demandent à l'assemblée de bien vouloir leur donner quitus pour leur gestion au cours de l'exercice.

## 2.17. Filiales et participations

### 2.17.1. Prises de participation significatives ou prises de contrôle

Nous vous informons que la Société n'a pris aucune participation et n'a pris le contrôle d'aucune société au cours de l'exercice écoulé.

### 2.17.2 Aliénations d'actions intervenues pour régulariser les participations croisées

Nous vous informons que la Société n'a pas eu à procéder à des aliénations d'actions en vue de mettre fin aux participations croisées prohibées par les articles L233-29 et L233-30 du Code de Commerce.

### 2.17.3. Cessions de participations

Nous vous informons que la Société n'a cédé aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

### 2.17.4 Activité des filiales et des sociétés contrôlées

Tel qu'indiqué au chapitre 1.6., nous vous rappelons que le Groupe est constitué de la société EOS imaging SA, qui détient 100% du capital de ses trois filiales :

#### Eos Imaging Inc:

Basée aux Etats-Unis, EOS imaging , INC. est une société de droit américain au capital de \$1 dont le siège social est au 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe sur le territoire américain.

Au 31 décembre 2012, elle affiche un chiffre d'affaires de 4 833KUSD (soit 3 761K€) et une perte nette de 3 017KUSD (soit 2 348K€).

#### EOS imaging GmbH :

Basée en Allemagne, EOS Imaging GmbH est une société de droit allemand au capital de 25 000 euros, dont le siège social est au Theodor-Stern- Kai 1, 60596 Frankfurt am Main.

Cette entité assure la vente des produits du Groupe en Allemagne.

Au 31 décembre 2012, elle affiche un chiffre d'affaires de 348K€ et une perte nette de 64K€

#### EOS image, Inc :

Basée au Canada, EOS image Inc est une société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, dont le siège social est situé 3630 Montée Saint Hubert, à Montréal, Québec, Canada.

Cette entité assure la commercialisation des produits du Groupe sur le territoire canadien.

Au 31 décembre 2012, elle affiche un chiffre d'affaires de 768KCAD (soit 598K€) et une perte de 184KCAD (soit 143K€).

Au titre de l'exercice 2012, EOS imaging SA a facturé à ses filiales des management fees d'un montant de 938K€ et des intérêts sur compte courant pour un montant 35K€

### 2.17.5 Manière dont les filiales étrangères prennent en compte l'impact de leurs activités sur développement régional et les populations locales :

Les salariés des filiales étrangères ont été tous recrutés dans leurs bassins d'emploi.

### **3. INFORMATION RELATIVE AU CAPITAL DE LA SOCIETE**

Le capital social s'élevait au 31 décembre 2012 à 174 024,29 € divisé en 17 402 429 actions d'une valeur nominale de 0,01€

### **4. ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL SOCIAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

Dans le cadre des dispositions de l'article L 225-102, nous vous informons qu'aucun plan d'épargne entreprise n'a été mis en place au bénéfice des salariés de la société.

En revanche, il a été octroyé aux salariés de la société des stocks-options dont le tableau ci-dessous résume la situation à la date de clôture de l'exercice :

	Plan 2009	Plan 2010	Plan 2010	Plan 2012
Date émission du plan	AG du 12/02/2009	AG du 09/04/2010	AG du 09/04/2010	AG 16/01/2012
Date d'attribution	CA du 07/07/2009	CA du 06/07/2010	CA du 20/05/2011	CA du 21/09/2012
En cours au 31/12/2012	495 389	323 500	49 625	376 916

Il est également rappelé qu'utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du même jour a octroyé 360.000 actions gratuites à un membre de la direction.

### **5. INFORMATION CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX**

#### **5.1. Liste des mandats des mandataires sociaux**

Nous vous présentons ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats exercée par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice.

Le tableau ci-contre présente les informations concernant la composition du conseil d'administration de la Société.

Nom	Mandat	Principale fonction dans la Société	Date de début et fin de mandat
Michael J Dormer 10 rue Mercoeur 75011 Paris	Administrateur	Président du Conseil d'Administration	Nommé en qualité d'administrateur par l'AG du 29 juin 2012 pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Nommé en qualité de président du conseil d'administration par le conseil d'administration du 9 novembre 2012 pour la durée restant à courir de son mandat d'administrateur.
Stéphane Sallmard 10, rue Mercœur 75011 Paris	Administrateur	Néant	Renouvelé en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 2 décembre 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Renouvelé par le conseil d'administration du 2 décembre 2011 en qualité de président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur. Démissionné de son mandat de président du conseil d'administration lors du conseil d'administration du 9 novembre 2012 mais conversation de son mandat d'administrateur pour la durée de son mandat restant à courir.
Marie Meynadier 10, rue Mercœur 75011 Paris	Administrateur	Directrice générale	Renouvelée en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 9 avril 2010 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides Old Change House 128 Queen Victoria Street, EC4V 4BJ, Londres (Royaume-Uni)	Administrateur	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 30 juin 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues 137, rue de l'Université, 75007 Paris	Administrateur	Néant	Nommé en qualité d'administrateur par le conseil d'administration du 2 décembre 2011 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

UFG - Siparex représentée par Marlène Rey 173-175, boulevard Haussmann 75008 Paris	Administrateur	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski 47, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris	Administrateur	Néant	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Philip Whitehead Hants RG25, 2RE Dairy Cottage Upton Grey (Royaume-Uni)	Administrateur	Néant	Nommé par l'assemblée générale du 6 décembre 2010 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Eric Beard Drève du Caporal 9 1180 Bruxelles	Administrateur	Président du Comité d'Audit	Nommé en qualité d'administrateur par l'AG du 29 juin 2012 pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Nommé en qualité de président du comité d'audit par le conseil d'administration du 30 août 2012 pour la durée restant à courir de son mandat.

## 5.2. Autres mandats en cours

Autres mandats en cours		
Nom	Nature du mandat	Société
Michael J Dormer	Président du conseil d'administration et Directeur Général Administrateur Administrateur Administrateur	Neoss Ltd  Endosense SA Jenavalve GmbH Lancaster University Management School
Stéphane Sallmard	Président du conseil d'administration Président du conseil d'administration Administrateur	DySIS Medical Ltd Imagine Eyes SARL i-Optics B.V.
Marie Meynadier	Dirigeant Dirigeant Dirigeant	EOS imaging Inc EOS imaging GmbH EOS image Inc
Hervé Legrand	Néant.	Néant.

NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides	Président du conseil d'administration Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur	Advanced Cardiac Therapeutics Inc 2010 Perfect Vision AG Dysis Medical Ltd Endoscopic Technologies Inc SuperSonic Imagine SA Marshalsea Road Management Company
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues	Censeur Censeur	Cytheris Tx Cell
UFG - Siparex représentée par Olivier Denigot	Membre du Directoire Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Censeur Censeur	UFG-Siparex Biospace lab Easyvoyage Mastrad Roctool SecurActive ASK Ipanema
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Membre du directoire	Poxel Genticel Implanet MdxHealth Cellnovo Regado Biosciences Edmond de Rothschild Investment Partners
Philip Whitehead	Directeur Directeur Directeur Directeur Vice-Président Vice-Président Administrateur Directeur Directeur Directeur Directeur	Time Spent Property Developments Ltd Linx Printing Technologies Ltd Danaher UK Industries Ltd Hoddington Inns Ltd Tektronix UK Holdings Ltd Tektronix UK Ltd Hampshire Hospitals Foundation Trust DH Denmark Holding ApS Lauchchange Holding Company Lauchchange Operations Limited Vision Systems Pty Ltd
Eric Beard	Président du conseil d'administration	Cellnovo Ltd

### 5.3. Rémunérations et avantages de toute nature de chacun des mandataires sociaux

Les rémunérations versées à chaque mandataire social par la Société ou par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L233-16 du Code de Commerce sont résumées dans le tableau ci-dessous :

		<b>2011</b>	<b>2012</b>
Marie Meynadier	Rémunération fixe versée	153 844 €	161 535 €
	Avantage en nature	12 987 €	13 680 €
	Rémunération variable versée	56 689 €	91 291 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>223 520 €</b>	<b>266 506 €</b>
	Nbre d'AGA attribuées	- €	360 000
	<b>Juste valeur des AGA attribuées</b>	<b>- €</b>	<b>1 854 000 €</b>
Hervé Legrand	Rémunération fixe versée	152 917 €	172 550 €
	Avantage en nature		
	Rémunération variable versée	26 901 €	14 360 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>179 818 €</b>	<b>186 910 €</b>
	Nbre de SO attribuées	- €	37 648
	<b>Juste valeur des SO attribuées</b>	<b>- €</b>	<b>60 613 €</b>

### 6. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE ECOULE JUSQU'A LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Nous vous invitons à vous référer au chapitre 1.7. ci-dessus.

### 7. QUITUS – RESOLUTIONS

Nous vous demandons de bien vouloir approuver le rapport spécial du Commissaire aux comptes relatif aux conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions complémentaires ou explications que vous jugeriez utiles et vous demandons de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont présentées et qui reprennent les éléments de notre rapport.

## Annexe 1 : TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1. CAPITAL DE FIN D'EXERCICE</b>					
a. Capital social	2 759 403	74 969	116 036	116 036	174 024
b. Nombre des actions ordinaires existantes	4 245 235	7 496 890	11 603 559	11 603 559	17 402 429
c. Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
<b>2. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
a. Chiffre d'affaires hors taxes	921 304	2 774 291	4 627 209	6 431 557	8 311 867
c. Impôts sur les bénéfices	- 700 540	- 483 771	- 871 093	- 480 430	- 955 491
d. Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e. Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	- 7 720 002	- 3 361 902	- 5 241 286	- 7 227 813	- 8 302 772
f. Résultat distribué					
<b>3. RESULTAT PAR ACTION</b>					
a. Résultat après impôts et participation mais avant amortissements et provisions	- 1.12	- 0.22	- 0.20	- 0.37	- 0.20
b. Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	- 1.82	- 0.45	- 0.45	- 0.62	- 0.48
c. Dividende attribué à chaque action					
<b>4. PERSONNEL</b>					
a. Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	37	36	39	47	48
b. Montant de la masse salariale de l'exercice	2 232 520	2 128 115	2 656 390	3 126 926	3 477 745
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales,...)	1 170 496	1 262 058	1 170 496	1 541 615	2 221 843

## **RAPPORT DE RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE 2012**

EOS imaging a engagé une réflexion sur l'impact économique, social et environnemental de son activité. L'objectif du Groupe est d'organiser son développement, compte tenu de ses besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Ce développement s'articule autour de deux volets : social et environnemental.

Certains thèmes environnementaux ne sont pas applicables ou ne sont pas jugés pertinents au regard de l'activité du Groupe. Par conséquent, ils ne sont pas abordés dans ce rapport.

### **1. INFORMATION SOCIALES**

#### **1. Emploi**

Au 31 décembre 2012, l'effectif du Groupe est de 63 salariés.

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Groupe procède à des recrutements importants. EOS imaging a ainsi réalisé douze recrutements en 2012.

Au cours de l'exercice 2012, la société n'a procédé à aucun licenciement. Le recours aux contrats temporaires est extrêmement limité, la majorité des recrutements étant proposé sous forme de contrat à durée indéterminée.

EOS imaging respecte les normes de salaires et traitements définies par la loi et par les conventions collectives. La politique de rémunération de la société repose sur des principes d'équité et de transparence et est établie en tenant compte du rôle, de l'expérience et de l'évaluation de la performance, sans distinction fondée sur le genre.

EOS imaging s'engage pour l'égalité des genres au sein de ses équipes et souhaite que celle-ci soit visible à tous les niveaux de l'entreprise. Aussi, les femmes représentent au 31 décembre 2012 50% de l'équipe dirigeante, et 34% du personnel cadre.

A la clôture des périodes considérées, l'effectif du Groupe a évolué comme suit :

Effectif moyen du Groupe	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Nb de personnes	58	53	45

L'effectif du Groupe se répartit comme suit :

Par zone géographique :

<b>Effectif moyen du Groupe</b>	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Effectif Europe	49	47	40
<i>% de l'effectif total</i>	84%	89%	89%
Effectif Hors Europe	9	6	5
<i>% de l'effectif total</i>	16%	11%	11%

Par nationalité :

<b>Effectif moyen du Groupe</b>	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010
France	49	46	39
Grande-Bretagne	1	1	1
Etats-Unis	7	6	5
Canada	1	0	0

Par genre :

<b>Effectif moyen du Groupe</b>	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Total	58	53	45
Hommes	35	30	ND
Femmes	23	23	ND

Par type de contrat :

<b>Effectif moyen du Groupe</b>	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Temporaire	2	2	0
Permanent	56	51	45
Total	58	53	45

Mouvements - entrées par type de contrat :

<b>Nombre d'entrées</b>	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Recrutements en CDI	8	16	12
Recrutements en CDD	4	3	2
Total	12	19	14

### Mouvements - motifs de départs :

<b>Nombre de départs</b>	31 déc. 2012	31 déc. 2011	31 déc. 2010
Retraites/préretraites	1	0	0
Démissions	3	4	5
Licenciements	0	1	1
Ruptures conventionnelles	1	2	1
Autres	3	5	2
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>9</b>

Les rémunérations de l'ensemble des collaborateurs du Groupe font l'objet d'une réévaluation annuelle. La réévaluation faite en 2012 est reflétée dans les charges de personnel, présentées en note 15 des états financiers consolidés.

### 2. Organisation du travail

Les cadres sont sous convention de forfait jours (218 jours).

EOS imaging a mis en œuvre des initiatives en faveur de la flexibilité et de l'équilibre vie privée-vie professionnelle comme par exemple :

- autoriser les horaires variables d'arrivée et de départ ;
- permettre le travail à temps partiel ;
- donner une liberté étendue dans le choix des dates de congés ;

Les chiffres sur l'absentéisme sont les suivants :

### Répartition par motif :

<b>Taux d'absentéisme <sup>1</sup></b>	31 déc. 2012
Maladie	1.1%
Accident de travail et de trajet	0.1%
Maternité, paternité, adoption	2.3%
Absences rémunérées (événements familiaux)	0.1%
Absences non rémunérées (congés sans solde, congé parental)	0.6%
<b>Total</b>	<b>4,2%</b>

<sup>1</sup> nombre de journées d'absence divisé par le nombre de jours théoriques travaillés

### 3. Relations sociales

EOS imaging s'attache à maintenir un dialogue social constructif afin de maintenir un climat social de qualité dans la société.

Les employés de la société sont représentés par des délégués du personnel élus les 11 janvier 2010 (non cadres) et le 14 septembre 2012 (cadres).

En 2012, deux réunions des délégués du personnel ont été organisées.

#### 4. Santé et sécurité

EOS imaging souhaite garantir la sécurité et promouvoir la santé de chacun de ses salariés. La société a ainsi mis en place un régime de protection sociale de qualité ainsi qu'une démarche proactive pour limiter la survenue d'accident du travail.

En 2012, la société n'a eu connaissance d'aucun accident de travail.

#### 5. Formation

Tournée vers l'innovation, EOS imaging se mobilise afin d'accompagner l'évolution de ses salariés et met en place la formation nécessaire au développement des compétences des collaborateurs dans leurs fonctions actuelles ou à venir.

Le tableau ci-dessous présente les heures de formation dispensées au cours des deux derniers exercices.

#### Répartition du nombre d'heures de formation par catégorie :

Nb d'heures de formation	31 déc. 2012	31 déc. 2011
Techniciens	21h	32h
Cadres	49h	571h
Total	70h	602h

#### 6. Egalité professionnelle

EOS imaging s'engage pour la diversité au sein de ses équipes et souhaite que celle-ci soit visible à tous les niveaux de l'entreprise.

#### Egalité hommes-femmes

Les femmes représentent au 31 décembre 2012 50% de l'équipe dirigeante, et 34% du personnel cadre.

Au 31/12/2012	Hommes	Femmes	Total	%
Nombre de CDI	35	23	58	92%
Nombre de CDD	5	0	5	8%
Total	40	23	63	100%

#### Handicap

Au 31 décembre 2012, l'effectif d'EOS imaging ne comprenait pas de salariés handicapés.

Toutefois, le Groupe est soucieux de promouvoir la participation à la vie active des handicapés, et a notamment conclu un contrat de fournitures administratives avec une entreprise employant des handicapés.

## **2. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Le Groupe se compose de bureaux, d'un laboratoire de R&D et d'une surface réduite de production considérée comme non polluante. L'intégration de l'équipement EOS est sous-traitée à un partenaire situé en France. Par conséquent, le Groupe considère que l'impact de son activité sur l'environnement est limité.

Les activités du Groupe sont soumises à certaines réglementations environnementales en matière d'utilisation de certaines substances dangereuses et de traitements des déchets notamment la directive RoHS (Restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment) (2002/95/EC). L'application de cette directive est obligatoire à partir de juin 2014, aussi, le Groupe a engagé dès 2012 une démarche visant à s'assurer auprès de ses fournisseurs et sous-traitants du respect de cette directive.

Afin de répondre également à la réglementation REACH (Registration, Evaluation, Autorisation and restriction of Chemicals), le Groupe suit attentivement la liste dite candidate des SVHC (Substances of Very High Concern) mise à jour par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et engage toutes les actions nécessaires auprès de ses fournisseurs afin de s'assurer que les produits mis sur le marché ne contiennent pas de telles substances en concentration supérieure au niveau spécifié.

Cette réglementation ne concerne les activités du Groupe que de manière très limitée. Toutefois, le Groupe a engagé une démarche pour s'assurer que ses fournisseurs et sous-traitants sont conformes à cette réglementation.

Afin d'éviter tout risque de pollution, l'ensemble des déchets des équipements et produits est retraité par une société tierce spécialisée.

La société est également soumise régulièrement aux contrôles des activités nucléaires par l'autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Le Groupe assure une veille active sur l'évolution des risques liés à sa responsabilité sociétale et environnementale, et met tout en œuvre pour maîtriser ses impacts sociétaux et environnementaux directs.

## COMMUNIQUE RELATIF AUX HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Tableau récapitulatif des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice.

Montant HT en milliers d'euros	Ernst & Young	Lydia Bourgeois
<b><i>Commissariat aux comptes</i></b>		
- EOS Imaging SA	77	27
- Filiales intégrées	20	8
<b><i>Autres diligences</i></b>	9	
Sous total	106	35
Autres prestations rendues		
Sous total	0	0
Total	106	35

**EOS IMAGING**  
**10 rue Mercoeur – 75011 Paris**

**RCS Paris 349 694 893**

**Comptes consolidés établis en normes IFRS**

**Exercice clos le 31 décembre 2012**

**ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE***(en milliers d'euros)*

ACTIF	Note	Exercice clos le	
		31/12/12	31/12/11
Immobilisations incorporelles	4	880	724
Immobilisations corporelles	5	537	546
Actifs financiers	6	58	154
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>1 475</b>	<b>1 424</b>
Stocks et encours	7	1 103	1 291
Clients et comptes rattachés	8	5 973	2 819
Autres actifs courants	8	2 109	1 685
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	26 975	1 712
<b>Total des actifs courants</b>		<b>36 160</b>	<b>7 507</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>37 635</b>	<b>8 931</b>

PASSIF	Note	31/12/12	31/12/11
Capital social	10	174	116
Actions propres		(336)	
Primes liées au capital		58 513	22 272
Réserves		(19 810)	(14 101)
Réserves de conversion		161	99
Résultat consolidé, part du groupe		(7 223)	(6 653)
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>31 478</b>	<b>1 733</b>
Provisions	11	129	95
Passifs financiers	12	752	721
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>881</b>	<b>815</b>
Passifs financiers			1 923
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13	2 330	2 441
Autres passifs courants	13	2 945	2 017
<b>Total des passifs courants</b>		<b>5 275</b>	<b>6 382</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>37 635</b>	<b>8 931</b>

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)

	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2012	2011
<b>Produits des activités ordinaires</b>			
Chiffre d'affaires	14	9 424	6 944
Autres produits	14	970	648
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>		<b>10 394</b>	<b>7 592</b>
<b>Charges opérationnelles</b>			
Coûts directs des ventes		(5 659)	(4 987)
Coûts indirects de production et service	17	(1 588)	(1 629)
Recherche et développement	17	(2 164)	(1 915)
Ventes et marketing	17	(4 224)	(3 243)
Réglementaire		(670)	(260)
Coûts administratifs	17	(2 381)	(2 117)
Paievements fondés sur des actions	16	(1 404)	(58)
<b>Total des charges opérationnelles</b>		<b>(18 090)</b>	<b>(14 208)</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>(7 697)</b>	<b>(6 616)</b>
Charges financières	18	(216)	(79)
Produits financiers	18	689	41
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>(7 223)</b>	<b>(6 653)</b>
Charge d'impôt	19		
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE - Part du groupe</b>		<b>(7 223)</b>	<b>(6 653)</b>
Ecart de conversion sur entités étrangères		161	99
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>		<b>(7 062)</b>	<b>(6 554)</b>
Résultat net par action (en euros) - de base et dilué	22	(0,43)	(0,57)

# ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

Capitaux propres du groupe EOS IMAGING	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultat consolidé Part du groupe	Total
<b>31/12/2010</b>	<b>116</b>	<b>22 272</b>		<b>(9 396)</b>	<b>82</b>	<b>(4 762)</b>	<b>8 312</b>
Affectation du résultat N-1				(4 762)		4 762	
Variation des écarts de conversion					17		17
Augmentation de capital							
Réduction de capital							
Résultat de la période N						(6 653)	(6 653)
Paievements en actions				58			58
<b>31/12/2011</b>	<b>116</b>	<b>22 272</b>		<b>(14 100)</b>	<b>99</b>	<b>(6 653)</b>	<b>1 733</b>
Affectation du résultat N-1				(6 653)		6 653	
Variation des écarts de conversion					62		62
Augmentation de capital	58	36 241					36 299
Résultat de la période N						(7 223)	(7 223)
Paievements en actions				943			943
Actions propres			(336)				(336)
<b>31/12/2012</b>	<b>174</b>	<b>58 513</b>	<b>(336)</b>	<b>(19 810)</b>	<b>161</b>	<b>(7 223)</b>	<b>31 478</b>

# TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>		
Résultat net consolidé	(7 223)	(6 653)
Elimination des amortissements et provisions	503	576
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	943	58
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(5 777)</b>	<b>(6 020)</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>(2 554)</b>	<b>2 089</b>
<i>Stocks et encours</i>	186	136
<i>Clients et comptes rattachés</i>	(3 173)	(46)
<i>Autres actifs courants</i>	(424)	1 368
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	(108)	746
<i>Autres passifs courants</i>	965	(116)
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités opérationnelles</b>	<b>(8 331)</b>	<b>(3 931)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(585)	(652)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		22
Variation des actifs financiers	96	(94)
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement</b>	<b>(490)</b>	<b>(724)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation de capital	36 299	
Avances remboursables et intérêts financiers	32	412
Acquisition d'actions propres	(540)	
Cession d'actions propres	205	
Emprunt obligataire	(1 923)	1 923
<b>Flux net de trésorerie lié aux activités de financement</b>	<b>34 072</b>	<b>2 335</b>
Incidences des variations des cours des devises	12	118
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>25 262</b>	<b>(2 202)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 712	3 915
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	26 975	1 712
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>25 262</b>	<b>(2 202)</b>

# NOTES AUX ETATS FINANCIERS

## Note 1 : LA SOCIETE

Créée en 1989, la société EOS Imaging SA développe et commercialise une nouvelle modalité d'imagerie médicale à très faible dose d'irradiation, en 2D et 3D, du corps entier et en particulier du système ostéo-articulaire.

Dans le cadre de son développement à l'international, la société a créé trois filiales :

- EOS Imaging Inc. aux Etats-Unis en juin 2006,
- EOS Image Inc. au Canada en août 2000,
- EOS Imaging GmbH en Allemagne en mai 2008.

La société s'est introduite sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 15 février 2012.

## Note 2 : ARRETE DES COMPTES

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012 d'EOS Imaging ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 18 avril 2013.

## Note 3 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

### Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers évalués à leur juste valeur. L'établissement des états financiers selon les principes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants et les informations fournies dans les états financiers. Les résultats réels peuvent s'avérer sensiblement différents de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes et le cas échéant, une analyse de sensibilité peut être mise en œuvre si elle présente un caractère significatif. Le principal poste concerné est celui relatif aux paiements fondés sur des actions (voir note 16).

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants:

- La situation déficitaire historique de la société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant ainsi une phase de recherche et de développement de plusieurs années. La société est aujourd'hui entrée dans une phase de commercialisation active de ses produits ;
- La trésorerie disponible au 31 décembre 2012 d'un montant de 27 millions d'euros doit permettre à la société de poursuivre son développement jusqu'à la profitabilité.

## Référentiel comptable

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de la société EOS Imaging sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2011.

Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 sont identiques à ceux utilisés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2012, sans incidence sur les états financiers du groupe :

- l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir », intitulé « Transferts d'actifs financiers » ;
- l'amendement à IAS 12 « Impôt différé : Recouvrement des actifs sous-jacents ».

Par ailleurs, le groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne ou n'étant pas encore d'application obligatoire au 31 décembre 2012.

Les normes adoptées par l'Union Européenne mais n'étant pas encore d'application obligatoire au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » : corps de normes relatif à la consolidation ;
- l'IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ;
- l'IAS 19 « Avantages du personnel » ;
- l'amendement à IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)» ;
- l'amendement à IAS 32 « Compensations entre actifs et passifs financiers » ;
- l'amendement à IFRS 7 « Informations sur les compensations entre actifs et passifs financiers » ;
- l'IFRIC 20 « Frais de découverte ».

Les normes non encore adoptées par l'Union Européenne sont les suivantes :

- l'IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- Les amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12 ;
- les améliorations annuelles (2009-2011) des IFRS : IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 16 « Immobilisations corporelles », IAS 32 « Instruments financiers – Présentation », IAS 34 « Information financière intermédiaire » ;
- les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 - Entités d'investissement.

La direction prévoit que l'application de ces normes n'aura pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

## Méthodes de consolidation

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles la société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant de la détention de plus de la moitié des droits de

vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle la société en acquiert le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les transactions et les soldes intragroupe sont éliminés. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles de la société.

A la date de publication de ces états financiers consolidés, la société détient trois filiales à 100% : EOS Imaging Inc, EOS Image Inc et EOS Imaging GmbH. Ainsi, la société présente des comptes consolidés sur l'exercice clos au 31 décembre 2012 intégrant les comptes de ses filiales.

### **Investissements nets à l'étranger**

Les créances détenues auprès des filiales étrangères consolidées pour lesquelles les règlements ne sont pas prévisibles sont considérées comme des investissements nets en devises. A ce titre et conformément à l'IAS21, les gains et pertes de change sur ces créances en monnaies fonctionnelles converties en euros pour la consolidation ont été inscrits en autres éléments du résultat global.

### **Immobilisations incorporelles**

En application des critères de la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

#### ***3.1.1. Frais de recherche et développement***

La société développe deux types de produits pour lesquels une nouvelle version est mise régulièrement sur le marché.

Les frais de recherche sont systématiquement comptabilisés en charges.

Selon IAS 38, les frais de développement, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si l'ensemble des critères suivants est satisfait :

- (a) faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement,
- (b) intention de la société d'achever le projet et de le mettre en service,
- (c) capacité à mettre en service l'immobilisation incorporelle,
- (d) démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- (e) disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet et
- (f) évaluation fiable des dépenses de développement.

En application de cette norme, la société a comptabilisé jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008 l'ensemble de ses dépenses de R&D en charges.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, les dépenses relatives au développement des nouvelles fonctionnalités des produits EOS et STEREOS sont inscrites à l'actif. En revanche les coûts de recherche et d'amélioration des fonctionnalités existantes demeurent en charges de l'exercice.

Les coûts de développement portés à l'actif, constitués essentiellement de charges de personnel, sont amortis linéairement :

- sur une durée de 1 à 5 ans pour les produits EOS, estimée en fonction de la durée de vie moyenne des nouvelles fonctionnalités ;
- sur 3 ans pour les produits sterEOS. Cette durée correspond à la durée de vie moyenne estimée des nouvelles fonctionnalités apportées par chaque nouvelle version mise sur le marché.

### **3.1.2. Brevets**

Les coûts relatifs aux dépôts de brevets en cours de validité, engagés par la société jusqu'à l'obtention de ces derniers, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en raison de la conformité aux critères d'activation énoncés par l'IAS 38. Ils sont amortis linéairement à compter de la première délivrance des brevets sur la durée de protection accordée soit 20 ans.

### **3.1.3. Logiciels**

Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ils sont amortis linéairement sur une période de 1 an.

## **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les rénovations et les aménagements majeurs sont immobilisés, les frais de réparation, de maintenance et les coûts des autres travaux de rénovation sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les agencements de biens loués sont amortis sur la durée la plus courte de leur durée de vie propre ou de la durée du contrat de location.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Matériel industriel et de laboratoire	4 ans
Installations et agencements	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier de bureau	5 ans

## **Actifs financiers**

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

### **3.1.4. Actifs disponibles à la vente**

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre. Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

### **3.1.5. Actifs détenus jusqu'à leur échéance**

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances, et que la société a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

### **3.1.6. Prêts et Créances**

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales.

Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif.

Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Les prêts et créances comprennent aussi les dépôts et cautionnements, classés au bilan en immobilisations financières.

### **3.1.7. Actifs à la juste valeur par le compte de résultat**

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus-value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « fair value »).

## **Valeur recouvrable des actifs non courants**

Les actifs corporels et incorporels ayant une durée de vie déterminée sont soumis à un test de dépréciation lorsque la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

## **Stocks et encours**

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est enregistrée en résultat. Les stocks sont évalués selon la méthode CUMP.

## **Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers**

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que dans un objectif de placement ou pour d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par des liquidités immédiatement disponibles, des placements à terme immédiatement mobilisables et des titres de placement à court terme. Ils sont évalués selon les catégories IAS 39 auxquelles ils appartiennent.

Les titres de placement à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées en résultat financier.

## **Capital**

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts des opérations en capital directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission.

## **Paiements fondés sur des actions**

Depuis sa création, la société a mis en place plusieurs plans de rémunération dénoués en instruments de capitaux propres sous la forme d'options de souscription d'actions attribués à des salariés de la société EOS Imaging en France, et des filiales du Groupe.

La société a appliqué la norme IFRS 2 à l'ensemble des instruments de capitaux propres octroyés à des salariés depuis 2007.

En application de la norme IFRS 2, le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres est comptabilisé en charge en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres sur la période au cours de laquelle les droits à bénéficier des instruments de capitaux propres sont acquis.

Pour les plans de 2007 à 2011, la totalité des options émises étant acquises au moment du départ du salarié, il n'y a pas de période d'acquisition et la juste valeur des plans est comptabilisée en totalité à la date de clôture de l'exercice au cours duquel le plan a été octroyé.

La juste valeur des options de souscription d'actions octroyées aux employés est déterminée par application du modèle Black-Scholes de valorisation d'options comme décrit en note 16.

## **Evaluation et comptabilisation des passifs financiers**

### ***3.1.8. Passifs financiers au coût amorti***

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, sur la base du TIE. Le TIE est le taux qui égalise le flux attendu des sorties de trésorerie futures à la valeur nette comptable actuelle du passif financier afin d'en déduire son coût amorti.

### ***3.1.9. Passifs à la juste valeur par le compte de résultat***

Les passifs à la juste valeur par le compte de résultat sont évalués à leur juste valeur.

#### **Subventions et avances conditionnées**

La société bénéficie d'un certain nombre d'aides, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Le détail de ces aides est fourni en note 12.

Les subventions sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- la société se conformera aux conditions attachées aux subventions et
- les subventions seront reçues.

Un prêt non remboursable sous conditions est traité comme une subvention publique s'il existe une assurance raisonnable que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

Une subvention publique à recevoir soit en compensation de charges ou de pertes déjà encourues, soit à titre de soutien financier immédiat à la société sans coûts futurs liés, est comptabilisée en produits de l'exercice au cours duquel la créance devient acquise.

#### **Provisions**

##### ***3.1.10. Provisions pour risques et charges***

Les provisions pour risques et charges correspondent aux engagements résultant de litiges et risques divers, dont l'échéance et le montant sont incertains, auxquels la société peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation juridique ou implicite envers un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée si nécessaire à la date de clôture.

##### ***3.1.11. Provision garantie***

Les ventes sont assorties d'une période de garantie d'un an ou plus. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts sont basés sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au coût de maintenance des équipements sous garantie, plafonnée à un an de garantie et pour la période restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

##### ***3.1.12. Engagement de retraite***

Les salariés de la société bénéficient des prestations de retraites prévues par la loi en France :

- obtention d'une indemnité de départ à la retraite, versée par la société, lors de leur départ en retraite (régime à prestations définies) ;
- versement de pensions de retraite par les organismes de Sécurité Sociale, lesquels sont financés par les cotisations des entreprises et des salariés (régime d'état à cotisations définies).

Pour les régimes à prestations définies, les coûts des prestations de retraite sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, le coût des retraites est constaté dans le résultat de manière à le répartir uniformément sur la durée de services des employés.

Les engagements de retraite sont évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés en retenant le taux de marché fondé sur les obligations à long terme des entreprises de première catégorie avec une durée correspondante à celle estimée pour le régime.

La société fait appel à des actuaires pour réaliser une revue annuelle de la valorisation de ces plans.

Les paiements de la société pour les régimes à cotisations définies sont constatés en charges du compte de résultat de la période à laquelle ils sont liés.

Les salariés des filiales ne bénéficient pas d'engagements de retraite.

## **Produits des activités ordinaires**

### ***3.1.13. Chiffre d'affaires***

Le chiffre d'affaires de la société résulte de la vente d'équipements d'imagerie médicale et des services associés.

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens vendus dans le cadre habituel des activités de la société. Le chiffre d'affaires figure net de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de produits, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

La société comptabilise des produits lorsque le montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront à la société et que les critères spécifiques sont remplis pour l'activité de la société.

Pour les ventes d'équipements, le chiffre d'affaires est constaté lors du transfert de propriété précisé dans chaque contrat, qui selon les cas se situe à l'expédition, à l'installation ou à la livraison.

Une garantie est attachée à chaque vente d'équipement. Seuls les revenus relatifs à la période de garantie excédant un an sont différés pour être reconnus en produits sur la période concernée, la garantie inférieure ou égale à un an n'étant pas vendue séparément.

### ***3.1.14. Autres produits***

#### ***3.16.2.1 Subventions***

Depuis sa création, la société reçoit, en raison de son caractère innovant, un certain nombre d'aides ou subventions de l'Etat ou des collectivités publiques destinées à financer son fonctionnement ou des recrutements spécifiques. Les subventions sont comptabilisées en produits au fur et à mesure de l'engagement des charges associées indépendamment des encaissements.

#### ***3.16.2.2 Crédit d'impôt recherche***

Des crédits d'impôt recherche sont octroyés aux entreprises par l'Etat français afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier

2005, au sein de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen et ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt qui peut être utilisé pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de réalisation des dépenses et des trois exercices suivants ou, le cas échéant, être remboursé pour sa part excédentaire.

La société bénéficie du crédit d'impôt recherche depuis sa création. Au cours de l'exercice elle a reçu le remboursement du crédit d'impôt recherche 2011. Le crédit d'impôt recherche à recevoir au titre de l'exercice 2012 s'élève à 955 K€ La société a demandé son remboursement au titre du régime des PME communautaires conformément aux textes en vigueur.

Ces financements sont comptabilisés en « Autres produits » sur l'exercice qui a enregistré les charges ou dépenses correspondantes. La part des financements rattachés à des dépenses activées est déduite au bilan des dépenses activées et au compte de résultat des charges d'amortissement de ces dépenses.

### **Contrats de location**

Le groupe ne détient aucun contrat de location-financement au sens de la norme IAS 17.

Les contrats de location pour lesquels une part significative des risques et avantages est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements effectués pour ces contrats de location simple, nets de toute mesure incitative, sont constatés en charges au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

### **Impôt sur les bénéfices**

Les impôts différés sont constatés selon la conception étendue et selon la méthode du report variable, pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les différences temporaires principales sont liées aux pertes fiscales reportables. Les taux d'impôts ayant été entérinés par un texte de loi à la date de clôture sont retenus pour déterminer les impôts différés.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables. Compte tenu de son stade de développement qui ne permet pas d'établir des projections de résultat jugées suffisamment fiables, la société ne comptabilise pas les actifs nets d'impôts différés.

### **Information sectorielle**

La société opère principalement sur la France et en Amérique du Nord.

Les coûts de recherche et développement, les coûts de production, les dépenses réglementaires et l'essentiel des coûts marketing et administratifs sont exposés en France.

A ce stade, ces coûts ne font pas l'objet d'une répartition stricte par zone géographique où les produits de la société sont commercialisés. Par conséquent, la performance de la société est actuellement analysée au niveau consolidé.

Les actifs non courants et le chiffre d'affaires par zone géographique sont respectivement détaillés dans les notes 5 et 14.2.

## **Autres éléments du résultat global**

Les éléments de produits et de charges de la période comptabilisés directement dans les capitaux propres, sont présentés, le cas échéant, dans la rubrique « Autres éléments du résultat global ». Il s'agit des écarts de conversion €\$US et €\$CAD sur la partie de créances intragroupe envers les filiales américaine et canadienne considérée comme de l'investissement net à l'étranger.

## **Estimations et jugements comptables déterminants**

Les estimations et les jugements, auxquels la direction procède dans la mise en œuvre des méthodes comptables décrites ci-avant, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Ces estimations et jugements sont principalement la valorisation des options de souscription d'actions.

L'évaluation de la juste valeur des options de souscription d'actions octroyées à des employés est effectuée sur la base de modèles actuariels. Ces modèles requièrent l'utilisation par la société de certaines hypothèses de calcul telle que la volatilité attendue du titre.

#### Note 4 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

Immobilisations incorporelles	31 décembre 2011	Augmentations	Diminutions	Variation de taux de change	31 décembre 2012
Frais de développement	1 026	328			1 353
Logiciels	608	(1)			607
Brevets	253	85			339
<b>Total brut des immobilisations incorporelles</b>	<b>1 887</b>	<b>412</b>			<b>2 299</b>
Frais de développement	583	230			812
Logiciels	553	21			574
Brevets	27	6			33
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>1 163</b>	<b>256</b>			<b>1 419</b>
<b>Total net des immobilisations incorporelles</b>	<b>724</b>	<b>156</b>			<b>880</b>

Les projets dont les coûts de développement ont été activés concernent les équipements EOS et STEREOs.

Il n'y a pas eu de constatation de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

En l'absence d'indices de perte de valeur au 31 décembre 2012, et conformément aux dispositions d'IAS 36, la société n'a pas procédé au test de perte de valeur sur les immobilisations incorporelles. En effet, le business plan par projet est toujours en phase avec celui défini lors de l'activation des frais.

#### Note 5 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

Immobilisations corporelles	31 décembre 2011	Augmentations	Diminutions	Variation de taux de change	31 décembre 2012
Agencements et installations	593	6		(3)	596
Installations et matériels techniques	564	124			687
Matériel de bureau et informatique	393	43		(2)	434
<b>Total brut des immobilisations corporelles</b>	<b>1 549</b>	<b>173</b>		<b>(4)</b>	<b>1 718</b>
Agencements et installations	303	64		(3)	364
Installations et matériels techniques	391	70			462
Matériel de bureau et informatique	308	48		(1)	355
<b>Total amortissements et dépréciations</b>	<b>1 003</b>	<b>182</b>		<b>(4)</b>	<b>1 181</b>
<b>Total net des immobilisations corporelles</b>	<b>546</b>	<b>(9)</b>		<b>(0)</b>	<b>537</b>

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes par secteur géographique se présentent comme suit :

<b>Immobilisations incorporelles et corporelles nettes</b> (en milliers d'euros)	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2012</b>	<b>2011</b>
France	1 388	1 222
Amérique du Nord	25	44
Reste du monde	4	4
<b>Total immobilisations incorporelles et corporelles nettes</b>	<b>1 417</b>	<b>1 270</b>

#### **Note 6 : ACTIFS FINANCIERS ET AUTRES ACTIFS**

<b>Immobilisations financières</b>	31 décembre 2011	Augmentations	Diminutions	Variation de taux de change	31 décembre 2012
Dépôts de garantie	154	4	(100)		58
<b>Total net des immobilisations financières</b>	<b>154</b>	<b>4</b>	<b>(100)</b>		<b>58</b>

Le dépôt de garantie versé dans le cadre du contrat d'affacturage avec BNP Paribas Factor à hauteur de 100 K€a été intégralement remboursé en 2012.

#### **Note 7 : STOCKS ET ENCOURS**

<b>Stocks et en-cours</b> (en milliers d'euros)	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	
	<b>2012</b>	<b>2011</b>
Stocks et en cours de produits finis	1 103	1 291
Dépréciation		
<b>Total net des stocks et en-cours</b>	<b>1 103</b>	<b>1 291</b>

La réduction de 15% du niveau des stocks et en cours sur l'exercice en dépit du développement de l'activité et du nombre de bases installées résulte des progrès réalisés au niveau de la chaîne d'approvisionnement.

## Note 8 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

### Clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Clients et comptes rattachés	6 048	2 945
Dépréciation des clients et comptes rattachés	(75)	(127)
<b>Total net des clients et comptes rattachés</b>	<b>5 973</b>	<b>2 819</b>

Toutes les créances clients non dépréciées ont une échéance à moins d'un an.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 aucun client n'a représenté individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

### Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

Autres actifs courants (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Crédit d'impôt recherche	992	512
Avances Fournisseurs	305	
Fournisseurs - avoirs à recevoir	178	
Taxe sur la valeur ajoutée	379	221
Charges constatés d'avance	223	443
Subventions à recevoir	(12)	383
Autres créances	44	125
<b>Total des autres actifs courants</b>	<b>2 109</b>	<b>1 685</b>

Les charges constatées d'avance correspondent essentiellement à des loyers, des primes d'assurance et des frais de publicité.

Le crédit d'impôt recherche comptabilisé au 31 décembre 2012 correspond au produit comptabilisé en 2012 au titre des dépenses exposées au cours de l'exercice.

## Crédit d'impôt recherche

L'évolution du crédit d'impôt recherche se présente comme suit :

Bilan créance clôture 31-12-2011	512
Produit	955
Paiements	(476)
Variation de change	
Bilan créance clôture 31-12-2011	992

Les produits et charges comptabilisés en 2012 correspondent à l'encaissement du CIR comptabilisé en 2011 et à la comptabilisation du CIR 2012 pour des montants respectifs de 476K€ et 955K€

## Note 9 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Dépôts bancaires à court terme	26 608	1 644
SICAV monétaires	366	69
<b>Total</b>	<b>26 975</b>	<b>1 712</b>

Les dépôts bancaires à court terme sont principalement constitués de comptes à terme à hauteur de 25 millions d'euros et d'intérêts courus à hauteur de 625K€ Les SICAV détenues par la société sont des SICAV monétaires présentant un risque limité (cf. note 23).

## Note 10 : CAPITAL

### Capital émis

Le tableau ci-après présente l'évolution du capital de la société sur la période :

Date	Opération	Capital	Prime d'émission	Nombre d'actions composant le capital
	Création	76 225		76 500
29/05/1998	Augmentation de capital (catégorie A)	381 123		382 500
30/03/1999	Augmentation de capital (catégorie A)	374 265	998 155	375 615
11/06/2001	Augmentation de capital par incorporation de réserves	3 002		
23/11/2005	Augmentation de capital (catégorie C)	1 036 239	3 481 763	1 036 239
23/11/2005	Frais d'augmentation de capital		(360 710)	
15/02/2007	Conversion BSA (catégorie C)	575 909	2 436 095	575 909
19/03/2007	Elévation de la valeur nominale de 1 à 2,23 euros		(6 555 303)	
13/12/2007	Réduction de la valeur nominale de 1 à 0,65 euros	(856 367)		
13/12/2007	Augmentation de capital	477 274	4 772 736	734 267
13/12/2007	Augmentation de capital	160 361	1 339 630	246 709
13/12/2007	Frais d'augmentation de capital		(413 669)	
20/12/2007	Augmentation de capital par émission d'actions gratuites	54 101	(54 101)	83 232
<b>Total au 31 décembre 2007</b>		<b>2 282 131</b>	<b>5 644 596</b>	<b>3 510 971</b>
27/06/2008	Augmentation de capital	477 272	4 772 716	734 264
27/06/2008	Frais d'augmentation de capital		(206 383)	
<b>Total au 31 décembre 2008</b>		<b>2 759 403</b>	<b>10 210 929</b>	<b>4 245 235</b>
12/02/2009	Réduction du capital par réduction du nominal	(2 716 950)		
12/02/2009	Regroupement des actions ordinaires (A et B)			
12/02/2009	Conversion des actions de préférence C			
12/02/2009	Augmentation de capital	20 725	4 124 275	2 072 500
03/03/2009	Augmentation de capital	6 588		658 756
03/03/2009	Augmentation de capital	1 107		110 732
03/03/2009	Frais d'augmentation de capital		(32 372)	
12/05/2009	Augmentation de capital	4 054		405 392
12/05/2009	Augmentation de capital	43		4 275
<b>Total au 31 décembre 2009</b>		<b>74 969</b>	<b>14 302 832</b>	<b>7 496 890</b>
09/04/2010	Augmentation de capital	41 067	8 172 271	4 106 669
09/04/2010	Frais d'augmentation de capital		(203 575)	
<b>Total au 31 décembre 2010</b>		<b>116 036</b>	<b>22 271 528</b>	<b>11 603 559</b>
<b>Total au 31 décembre 2011</b>		<b>116 036</b>	<b>22 271 528</b>	<b>11 603 559</b>
15/02/2012	Augmentation de capital	57 989	39 780 248	5 798 870
	Frais d'augmentation de capital		(3 539 188)	
<b>Total au 31 décembre 2012</b>		<b>174 025</b>	<b>58 512 589</b>	<b>17 402 429</b>

Au 31 décembre 2012, le capital social s'établit à 174.025 euros. Il est divisé en 17 402 429 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,01 €

A l'occasion de l'introduction en bourse le 15 février 2012, l'ensemble des actions de préférences et des obligations convertibles émises ont été converties en actions ordinaires.

## Actions propres

Dans le cadre du contrat de liquidité mis en place suite à l'introduction en bourse, la société détient au 31 décembre 2012, 53 856 actions d'autocontrôle. Ces actions sont portées en diminution des capitaux propres consolidés pour un montant de 336 K€

## Options de souscription d'actions

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du même jour a octroyé 360.000 actions gratuites à un membre de la direction.

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 21 septembre 2012 a accordé 376 916 stock-options aux salariés du groupe.

La société a émis les plans d'options suivants :

Type	Date d'octroi	Prix d'exercice	En cours au 31.12.2012
SO 2009	07/07/2009	1,00 €	495 389
SO 2010	06/07/2010	1,00 €	323 500
SO 2010	20/05/2011	1,00 €	49 625
Actions gratuites	15/02/2012		360 000
SO 2012	21/09/2012	4,07 €	376 916
			<b>1 605 430</b>

L'incidence sur l'état du résultat global des paiements fondés sur des actions est présentée en note 16.

## Note 11 : PROVISIONS

### Engagement des indemnités de fin de carrière

	31 décembre 2011	Dotations	Reprises	31 décembre 2012
Indemnités de départ à la retraite	95	49	(15)	129
<b>Total</b>	<b>95</b>	<b>49</b>	<b>(15)</b>	<b>129</b>

Les hypothèses retenues pour la détermination des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Date d'évaluation	31/12/2012	31/12/2011
Modalités de départ à la retraite	<i>Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans</i>	<i>Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans</i>
Taux de charges sociales	52 %	52 %
Taux d'actualisation	2,80 %	4,30 %
Tables de mortalité	INSEE TH / TF 2007 – 2009	INSEE TH / TF 2007 – 2009
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	3%	3%
Taux de rotation	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge

Les droits accordés aux salariés de la société en France sont définis par les conventions collectives suivantes :

- Accords Nationaux de la Métallurgie (cadres et non-cadres)
- Accord régional de la Métallurgie : région parisienne (non-cadres uniquement).

#### **Note 12 : PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS**

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation Stratégique Industrielle, la société bénéficie d'une avance remboursable accordée par OSEO en juillet 2009, d'un montant maximum de 1.275 K€

Au 31 décembre 2012, les versements réalisés s'élèvent à 680 K€

Les remboursements seront effectués en fonction des résultats d'exploitation de la société, à savoir 0,5% du chiffre d'affaires réalisé sur la vente des produits issus du projet, à compter de l'année suivant l'atteinte d'un chiffre d'affaires cumulé de 30 M€ puis de 0,75% dès l'atteinte d'un chiffre d'affaire cumulé de 50 M€. L'avance sera considérée comme intégralement remboursée lorsque le total des versements effectués actualisé au taux de 4,47% atteindra le montant total actualisé au même taux de l'aide versée. En conséquence cette avance figure en dettes au bilan pour 752 K€

#### **Note 13 : PASSIFS FINANCIERS ET AUTRES PASSIFS COURANTS, DETTES FOURNISSEURS**

##### **Passifs financiers**

Suite à l'introduction en bourse de la société, le conseil d'administration lors de sa séance du 15 février 2012 a constaté la conversion des 957.933 obligations convertibles émises le 2 décembre 2011, en 278.870 actions ordinaires.

## Fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 330	2 441
<b>Total</b>	<b>2 330</b>	<b>2 441</b>

Aucune actualisation n'a été pratiquée sur ce poste dans la mesure où les montants ne représentaient pas d'antériorité supérieure à un an à la fin de chaque période concernée.

## Autres passifs courants

### 13.1.1. Provisions à moins d'un an

	31 décembre 2011	Dotations	Reprises	31 décembre 2012
Garanties données aux clients	318	208	(177)	349
<b>Total</b>	<b>318</b>	<b>208</b>	<b>(177)</b>	<b>349</b>

L'augmentation de la provision pour garantie en 2012 est liée à la réévaluation des coûts de maintenance des équipements sous garantie, ainsi qu'au nombre d'équipements sous garantis, compte tenu des équipements vendus au cours de l'exercice.

### 13.1.2. Autres passifs courants

Autres passifs courants (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Dettes fiscales	269	170
Dettes sociales	1 549	1 074
Autres dettes	491	283
Produits constatés d'avance	287	172
<b>Total des autres passifs courants</b>	<b>2 597</b>	<b>1 699</b>

Les dettes sociales concernant les salaires, charges sociales et congés à payer.

Les autres dettes correspondent principalement à des redevances à payer, soit 311 K€ dont 177K€ au titre des ventes réalisées en 2012.

## Instruments financiers inscrits au bilan et effet résultat

Exercice clos le 31 décembre 2012	Valeur au bilan	Juste valeur par résultat	Prêts et créances	Dette au coût amorti	Instruments non financiers
Actifs financiers non courants	58		58		
Clients et comptes rattachés	5 973		5 973		
Autres actifs courants	2 109				2 109
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 975	26 975			
<b>Total actif</b>	<b>35 115</b>	<b>26 975</b>	<b>6 031</b>		<b>2 109</b>
Passifs financiers à long terme	752			752	
Passifs financiers à court terme					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 330			2 330	
Autres passifs courants	2 945				2 945
<b>Total passif</b>	<b>6 028</b>			<b>3 083</b>	<b>2 945</b>

Juste valeur par résultat (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Pertes sur équivalents de trésorerie		(15)
Revenus sur équivalents de trésorerie	653	15
<b>Total juste valeur par résultat</b>	<b>653</b>	

### Note 14 : PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

#### Chiffres d'affaires et autres produits

Chiffre d'affaires et autres produits (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Ventes d'équipements	8 534	6 266
Ventes de services	890	678
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>9 424</b>	<b>6 944</b>
Subventions	14	170
Crédit d'impôt recherche	955	477
<b>Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>10 394</b>	<b>7 591</b>

Le chiffre d'affaires annuel 2012 s'élève à 9,42 millions d'euros, en progression de 36% par rapport à l'exercice précédent.

21 équipements EOS ont été vendus en 2012 contre 16 en 2011. Le revenu des ventes d'équipements est en hausse de 36% à 8,52 millions d'euros, tandis que les ventes de services progressent de 30% à 0,88 million d'euros. Sur l'exercice, le prix de vente moyen par équipement s'élève à 406K€ contre 392K€

en 2011.

La progression du Crédit d'Impôt Recherche 2012 s'explique par la progression des dépenses de recherche exposées sur l'exercice, mais également par un niveau plus faible des encaissements de subventions, qui avait réduit mécaniquement le CIR de l'exercice précédent.

### Chiffre d'affaires par zone géographique

Chiffre d'affaires par zone géographique (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
France	1 687	3 097
Amérique du nord	4 339	2 018
Europe	2 440	822
Reste du monde	959	1 007
<b>Total chiffre d'affaires par zone géographique</b>	<b>9 424</b>	<b>6 944</b>

Le Groupe a poursuivi en 2012 sa dynamique commerciale à l'international, dont les ventes représentent plus de 80% du chiffre d'affaires de l'exercice.

Le chiffre d'affaires réalisé sur le continent nord-américain s'élève à 4,34 millions d'euros, en progression de +115% par rapport à l'année 2011.

Le chiffre d'affaires réalisé en Europe s'élève à 4,13 millions d'euros, en croissance de 5%. Cette performance reflète une pause ponctuelle des ventes en France, neutralisée par des ventes multipliées par 3 sur les autres pays Européens.

### Note 15 : CHARGES DE PERSONNEL

Charges du personnel (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Salaires	4 477	3 558
Charges sociales	2 246	1 657
Engagements de retraite	34	32
Paiements en actions	1 404	58
<b>Total charges du personnel</b>	<b>8 160</b>	<b>5 304</b>
<b>Effectifs</b>	<b>58</b>	<b>54</b>

L'augmentation de 2,85 millions d'euros des charges de personnel au cours de l'exercice s'explique à hauteur de 1,5 millions d'euros par la progression de la masse salariale et à hauteur de 1,35 millions d'euros par les charges afférentes aux paiements en actions, qui reflètent les attributions d'actions gratuites et de stock-options réalisées en 2012 (voir notes 10.3 et 16).

L'effectif consolidé au 31 décembre 2012 s'élève à 63 personnes, contre 57 personnes au 31 décembre 2011.

Les éléments présentés ci-dessus ne prennent pas en compte l'activation des frais de développement au titre d'IAS 38 (voir note 3.4.1).

## Note 16 : PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Les paiements fondés sur des actions concernent les options attribuées à des salariés. L'acquisition des options n'est pas assortie de conditions de performance pour les salariés non mandataires sociaux.

Les options sont consenties pour une durée de 10 ans à compter de leur date d'attribution et ne peuvent être levées qu'aux conditions suivantes :

Pour les attributions de 2007 à 2011 :

- à hauteur de 25% des options consenties à partir de la date d'attribution ;
- à hauteur de 25% supplémentaires à chaque date d'anniversaire suivant l'attribution.

Pour l'attribution de 2012 :

- à hauteur de 25% des options consenties au bout d'un an suivant la date d'attributions ;
- à hauteur de 25% supplémentaires à chaque date d'anniversaire suivant l'attribution.

Les principales hypothèses utilisées pour la détermination de la charge résultant de paiements fondés sur des actions par application du modèle Black-Scholes de valorisation des options ont été les suivantes :

- Maturité attendue : 5,5 à 7 ans
- Taux de dividendes : nul
- Volatilité correspondant à la moyenne des volatilités historiques d'un panel de sociétés cotées comparables :

	SO 2007	SO 2009 (a)	SO 2009 (b)	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)	SO 2012
Volatilité	39,93%	40,57%	41,62%	35,13%	38,06%	40,98%

- Taux d'intérêt sans risque qui correspondent aux taux des emprunts de l'état aux dates d'octroi :

	SO 2007	SO 2009 (a)	SO 2009 (b)	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)	SO 2012
Taux sans risque	4,60%	2,68%	3,14%	2,43%	3,11%	1,32% à 1,77%

Les prix d'exercice, durée de vie estimée et juste valeur des actions sous-jacentes à la date d'attribution des bons ont été utilisées pour la valorisation de chaque catégorie de rémunérations en actions :

Type	Juste valeur option	Nombre d'actions octroyées	Juste valeur plan (en milliers d'euros)
SO 2007	5,26 €	255 900	1 345
SO 2009 (a)	0,47 €	395 845	487
SO 2009 (b)	1,49 €	200 657	299
SO 2010 (a)	1,04 €	413 500	429
SO 2010 (b)	1,09 €	53 000	58
Actions gratuites	5,15 €	360 000	1 854
SO 2012	entre 1,61€et 1,84€	376 916	651
<b>Total</b>			<b>5 123</b>

En cas de départ de la société avant leur date de levée, les options deviennent acquises et exerçables. Il n'y a donc pas de période d'acquisition et la juste valeur du plan est comptabilisée immédiatement et en totalité à la date de clôture de l'exercice au cours duquel le plan a été octroyé :

(en milliers d'euros)	SO 2007	SO 2009 (a)	SO 2009 (b)	SO 2010 (a)	SO 2010 (b)	Actions gratuites	SO 2012	Total
31/12/2007	1 345							1 345
31/12/2009		487	299					786
31/12/2010				429	58			487
31/12/2012						852	91	943
<b>Total</b>	<b>1 345</b>	<b>487</b>	<b>299</b>	<b>429</b>	<b>58</b>	<b>852</b>	<b>91</b>	<b>3 561</b>

L'information détaillée sur le nombre d'options par catégories et les prix d'exercice est présentée en note 10.3.

L'exercice des options et actions gratuites se traduira par l'émission par la Société de nouvelles actions.

Le Conseil d'Administration du 31 décembre 2012, sur délégation de l'Assemblée Générale du 16 janvier 2012 a attribué à Messieurs Michael J Dormer, Eric Beard, Stéphane Sallmard et Philip Whitehead un total de 270 000 BSA qui n'ont pas été souscrits à ce jour.

## Note 17 : DETAIL DES CHARGES PAR FONCTION

### Coûts directs de production et de service

Coûts directs des ventes (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2 012	2 011
Achats et sous-traitance	4 985	4 363
Charges de personnel	469	400
Redevances	174	127
Provisions	31	97
<b>Total des coûts directs des ventes</b>	<b>5 659</b>	<b>4 987</b>

Les coûts directs des ventes se composent essentiellement des coûts de production, de transport, et d'installation des équipements vendus sur la période, de même que des coûts de maintenance des équipements installés et maintenus par EOS imaging.

La phase d'intégration des équipements étant sous-traitée, les coûts de production sont majoritairement des coûts d'achats et de sous-traitance, dont l'évolution est directement liée à la progression de 31% des volumes de production d'équipement sur la période. Les coûts de maintenance sont également liés au nombre d'équipements maintenus qui a doublé au cours de l'exercice.

Le volume de production 2012, soit 21 équipements produits, n'a pas encore permis d'optimiser le processus de fabrication ni de réaliser d'économies d'échelle significatives. Toutefois, la signature en 2011 d'un accord de partenariat au niveau de l'intégration des équipements a permis de réduire de 10% le coût de production d'un équipement. Aussi, le coût de production moyen observé en 2012 est inférieur de 7% à celui observé en 2011, exercice pour lequel seules les productions de fin d'exercice avaient bénéficié de cet accord. Par ailleurs, la fiabilisation de certains composants a permis de réduire de manière significative le coût de maintenance des bases installées. Ces deux éléments combinés ont abouti à une amélioration du taux de marge sur coûts directs de 8 points.

Par ailleurs, le recours croissant à des modes d'expédition moins coûteux de nos équipements, et en particulier un recours croissant au transport maritime, s'est traduit par une amélioration d'un point de marge complémentaire.

Les charges de personnel sont les coûts salariaux des équipes dédiées à l'installation et la maintenance des équipements. Leur progression au cours de l'exercice résulte de l'effet année pleine des recrutements réalisés au cours de l'année 2012.

Enfin, les redevances versées aux laboratoires partenaires d'EOS imaging au titre des accords de licence représentent 2% des ventes d'équipements.

### Coûts indirects de production et de service

Coûts indirects de production et service (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Achats et sous-traitance	516	596
Frais de déplacement	304	405
Charges de personnel	768	628
<b>Total des coûts indirects de production et service</b>	<b>1 588</b>	<b>1 629</b>

Les coûts indirects de production sont stables sur l'exercice. Ils se composent des salaires ou du coût de sous-traitance des fonctions n'intervenant pas directement dans le processus de production ou de maintenance (gestion des achats, de la planification et du contrôle qualité), ainsi que des frais de déplacement et des achats externes.

### Recherche et développement

Recherche et développement (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Achats et sous-traitance	564	321
Frais de déplacement	24	40
Charges de personnel	1 299	1 574
Amortissements et provisions	277	(20)
<b>Total recherche et développement</b>	<b>2 164</b>	<b>1 915</b>

La société a poursuivi sur l'exercice 2012 ses activités de recherche orientées vers de nouvelles fonctionnalités d'EOS et SterEOS.

Les dépenses de recherche et développement comptabilisées sur l'exercice se composent principalement des salaires de l'équipe R&D et de coûts de sous-traitance, dont la composante de frais de développement est inscrite à l'actif.

La charge d'amortissement de ces frais de développement activés est présentée sur la ligne amortissements et provisions.

## Ventes et marketing

Ventes et marketing (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Achats et sous-traitance	731	654
Etudes	264	208
Foires et expositions	361	204
Frais de déplacement	498	394
Charges de personnel	2 370	1 782
<b>Total ventes et marketing</b>	<b>4 224</b>	<b>3 243</b>

Les dépenses de ventes et marketing ont progressé de 30% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par les recrutements réalisés au cours de l'exercice, de même que par la participation accrue du Groupe à des congrès médicaux.

## Réglementaire

Réglementaire (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Achats et sous-traitance	392	48
Frais de déplacement	12	11
Charges de personnel	266	201
<b>Total réglementaire</b>	<b>670</b>	<b>260</b>

Les dépenses réglementaires ont été multipliées par 2,5 au cours de l'exercice. Cette évolution résulte de l'effet année pleine des recrutements réalisés en 2011, et surtout de la très nette augmentation des dépenses réglementaires engagées sur l'exercice, dans le cadre d'une démarche d'obtention de nouveaux agréments réglementaires.

## Coûts administratifs

Coûts administratifs (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2 012	2011
Achats et sous-traitance	375	383
Loyers	197	189
Banques et assurances	97	76
Honoraires	536	499
Impôts et taxes	109	101
Frais de déplacement	81	44
Charges de personnel	815	554
Amortissements et dépréciations	171	270
<b>Total coûts administratifs</b>	<b>2 381</b>	<b>2 117</b>

Les coûts administratifs ont progressé de 12% sur l'exercice 2012. Cette progression de 264K€ s'explique essentiellement par la progression de la masse salariale.

## Note 18 : PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Produits et charges financiers (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Pertes sur équivalents de trésorerie		(15)
Charges d'intérêts	(43)	(17)
Différence de change	(172)	(46)
<b>Total des charges financières</b>	<b>(216)</b>	<b>(78)</b>
Revenus sur équivalents de trésorerie	653	15
Produits d'intérêts	29	
Différence de change	8	27
<b>Total des produits financiers</b>	<b>689</b>	<b>41</b>
<b>Total des produits et charges financiers</b>	<b>474</b>	<b>(37)</b>

Les produits financiers correspondent aux produits du placement des fonds levés lors de l'introduction en bourse de la société sous forme de dépôts à terme.

## Note 19 : CHARGE D'IMPOT

Selon la législation en vigueur, la société dispose des déficits fiscaux suivants :

- indéfiniment reportables en France pour un montant total de 33 359 K€
- reportables sur 20 ans aux Etats-Unis pour un montant de 10 640 KUS\$, soit un total de 8 064 K€ au 31 décembre 2012.
- reportables entre 2014 et 2032 au Canada pour un montant de 1 396 KCA\$, soit un total de 1 062 K€ au 31 décembre 2012.

La base active d'imposition différée nette des différences temporaires passives n'a pas été activée par prudence, en application des principes décrits en note 3.17.

Le taux d'impôt applicable à la société est le taux en vigueur en France, soit 33,33%.

	2012	2011
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	(7 223)	(6 653)
Charge d'impôt effective		
<b>Résultat net consolidé avant impôt, écarts d'acquisition et minoritaires</b>	<b>(7 223)</b>	<b>(6 653)</b>
<i>Taux d'impôt théorique</i>	<i>33,33%</i>	<i>33,33%</i>
Charge d'impôt théorique	(2 408)	(2 218)
<i>Décalages d'imposition :</i>		
- Autres différences permanentes	(5)	3
- Paiements en actions	314	19
- Autres produits non imposables (CIR)	(318)	(161)
- Pertes fiscales non activées et différences temporelles	2 416	2 356
Charge d'impôt effective	-	-
<b>Taux d'impôt effectif</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>

## Note 20 : ENGAGEMENTS

### Obligations au titre des contrats de location simple

Pour son siège social, la société a un contrat de location. Les baux immobiliers sont consentis pour une durée de neuf années entières et consécutives avec la possibilité pour la société de donner congé des baux tous les trois ans uniquement.

Le montant des loyers et charges futurs s'analyse comme suit au 31 décembre 2012 :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	Paiements dus par période			
	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans	Total
Contrats de location simple	238	782		1 020

Le montant des loyers comptabilisé en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 s'élève à 197 K€

## Note 21 : RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du conseil d'administration et du comité de direction de la société, ont été comptabilisées en charges au cours des exercices présentés :

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Rémunérations et avantages en nature	1 459	931
Paiements en actions	2 324	33
Honoraires de conseil	124	114
<b>Total</b>	<b>3 907</b>	<b>1 078</b>

Les modalités d'évaluation des paiements fondés sur des actions sont présentées en note 16.

## Note 22 : RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et de préférence en circulation au cours de l'exercice.

(en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Résultat net (en milliers d'euros)	(7 223)	(6 653)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	16 677 570	11 603 559
<b>Résultat net par action (en euros)</b>	<b>(0,43)</b>	<b>(0,57)</b>
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles	17 966 428	18 793 603

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (options de souscription d'actions) sont considérés comme antidilutifs car ils induisent une réduction de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

## Note 23 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les principaux instruments financiers de la société sont constitués de trésorerie. L'objectif de la gestion de ces instruments est de permettre le financement des activités de la société. La politique de la société est de ne pas souscrire d'instruments financiers à des fins de spéculation. La société n'utilise pas d'instrument financier dérivé.

Les risques principaux auxquels la société est exposée sont le risque de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de crédit.

### Risque de liquidité

Cf. note 3.9

### Risque de change

Les filiales ont pour objet la distribution et la commercialisation des produits du groupe aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne. Dans ce cadre, elles sont financées intégralement par la maison mère avec laquelle elles ont mis en place des conventions de services et de comptes courants.

Les principaux risques de change opérationnels du groupe concernent la conversion des comptes en US\$ de EOS Imaging Inc. et en CAN\$ de EOS Image Inc. La société est ainsi exposée à la variation du taux de change €/ US\$ et €/ CAN\$, par l'intermédiaire de ses filiales.

L'effet d'une variation des taux de change au 31 décembre 2012 impacte de la même façon le résultat et les capitaux propres de la société, comme suit :

- une appréciation de l'euro de 10% par rapport aux dollars canadien et américain générerait une dégradation du résultat de 249 K€;

- une dépréciation de l'euro de 10% par rapport aux dollars canadien et américain générerait une amélioration du résultat de 249 K€

La société n'a pas pris, à son stade de développement, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. En revanche, la société ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne la contraigne à une plus grande exposition au risque de change. La société envisagera alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

### **Risque de crédit**

La société exerce une gestion prudente de sa trésorerie disponible. La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les instruments financiers courants détenus par la société (essentiellement des comptes à terme et dans une moindre mesure des SICAV monétaires). Au 31 décembre 2012, les disponibilités et valeurs mobilières de placement détenues par la société étaient essentiellement placées dans des produits ayant une maturité inférieure à 27 mois (mars 2015).

Par ailleurs, le risque de crédit lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif en regard de la qualité des institutions financières co-contractantes.

Enfin le risque de crédit lié aux clients est limité car les clients sont pour l'essentiel des entités publiques.

### **Risque de taux d'intérêt**

L'exposition de la société au risque de taux d'intérêt concerne principalement les équivalents de trésorerie et les titres de placement. Ceux-ci sont composés essentiellement de comptes à terme et dans une moindre mesure de SICAV monétaires tel que détaillé en note 9. Les variations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur la rémunération des comptes à terme dont le taux de rendement est fixe. Ils ont une incidence directe sur le taux de rémunération des SICAV monétaires et les flux de trésorerie générés.

Au 31 décembre 2012, les dettes financières de la société ne sont pas soumises au risque de taux d'intérêt car il s'agit d'une avance remboursable à taux fixe détaillé en note 12.

A ce jour, la société n'a pas contracté d'emprunts auprès d'établissements de crédit et n'est donc que très faiblement exposée au risque de taux d'intérêt.

### **Juste valeur**

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif, tels que les titres disponibles à la vente, est fondée sur le prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par la société sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des créances et dettes courantes est présumée avoisiner la juste valeur de ces éléments.

## **Note 24 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Tableau récapitulatif des honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés en charges de l'exercice.

Montant HT en milliers d'euros	Ernst & Young	Lydia Bourgeois
<b><i>Commissariat aux comptes</i></b>		
- EOS Imaging SA	77	27
- Filiales intégrées	20	8
<b><i>Autres diligences</i></b>	9	
Sous total	106	35
Autres prestations rendues		
Sous total	0	0
Total	106	35

**Note 25 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

UFG Siparex a démissionné de son mandat d'administrateur le 4 février 2013.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2010 et 2011 a été notifié à la société EOS Imaging SA en février 2013.

**COMPTES EOS IMAGING SA**  
**ETABLIS AU 31 DECEMBRE 2012**

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2012 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2011 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
<b>Actif Immobilisé</b>						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	1 250 845	1 054 885	195 961	0,59	170 283	2,61
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	687 433	461 646	225 787	0,68	172 135	2,64
Autres immobilisations corporelles	815 819	533 784	282 035	0,85	325 715	5,00
Immobilisations en cours	23 584		23 584	0,07	29 549	0,45
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	25 072	25 072				
Créances rattachées à des participations	7 644 808	7 644 808				
Autres titres immobilisés	226 195		226 195	0,68		
Prêts						
Autres immobilisations financières	58 013		58 013	0,17	153 568	2,36
<b>TOTAL (I)</b>	<b>10 731 771</b>	<b>9 720 195</b>	<b>1 011 576</b>	<b>3,03</b>	<b>851 251</b>	<b>13,06</b>
<b>Actif circulant</b>						
Matières premières, approvisionnements	1 011 100		1 011 100	3,03	1 201 337	18,44
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes	304 742		304 742	0,91	476	0,01
Clients et comptes rattachés	2 584 184	67 500	2 516 684	7,54	1 753 139	26,90
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	180		180	0,00	621	0,01
. Organismes sociaux	10 449		10 449	0,03	8 271	0,13
. Etat, impôts sur les bénéfices	955 491		955 491	2,86	475 627	7,30
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	379 348		379 348	1,14	221 367	3,40
. Autres	6 404 475	5 760 563	643 912	1,93	499 333	7,66
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	366 390		366 390	1,10	68 601	1,05
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	25 927 446		25 927 446	77,72	1 008 819	15,48
Charges constatées d'avance	195 728		195 728	0,59	427 329	6,56
<b>TOTAL (II)</b>	<b>38 139 532</b>	<b>5 828 063</b>	<b>32 311 469</b>	<b>96,86</b>	<b>5 664 920</b>	<b>86,94</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)	35 502		35 502	0,11		
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>48 906 805</b>	<b>15 548 258</b>	<b>33 358 547</b>	<b>100,00</b>	<b>6 516 171</b>	<b>100,00</b>

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le 31/12/2012 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2011 (12 mois)	
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social ou individuel ( dont versé : )	174 024	0,52	116 036	1,78
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	58 512 589	175,41	22 271 527	341,79
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	20 557	0,06	20 557	0,32
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-23 185 714	-69,49	-15 957 902	-244,89
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-8 302 772</b>	<b>-24,88</b>	<b>-7 227 813</b>	<b>-110,91</b>
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>27 218 684</b>	<b>81,59</b>	<b>-777 595</b>	<b>-11,92</b>
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées	679 383	2,04	679 383	10,43
<b>TOTAL (II)</b>	<b>679 383</b>	<b>2,04</b>	<b>679 383</b>	<b>10,43</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques	370 105	1,11	318 000	4,88
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (III)</b>	<b>370 105</b>	<b>1,11</b>	<b>318 000</b>	<b>4,88</b>
<b>Emprunts et dettes</b>				
Emprunts obligataires convertibles			1 915 866	29,40
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires				
Emprunts et dettes financières diverses			7 611	0,12
. Divers			25 652	0,39
. Associés	25 652	0,08		
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 200 695	6,60	2 331 936	35,79
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	605 342	1,81	535 525	8,22
. Organismes sociaux	636 324	1,91	493 352	7,57
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	70 760	0,21	15 553	0,24
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	100 060	0,30	91 692	1,41
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	772 256	2,32	200 291	3,07
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	204 727	0,61	56 949	0,87
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>4 615 815</b>	<b>13,84</b>	<b>5 674 427</b>	<b>87,08</b>
Ecart de conversion passif (V)	474 559	1,42	621 956	9,54
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>33 358 547</b>	<b>100,00</b>	<b>6 516 171</b>	<b>100,00</b>

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le		Exercice précédent		Variation			
	31/12/2012		31/12/2011		absolue		%	
	(12 mois)		(12 mois)		(12 / 12)			
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens	1 186 711	6 486 194	7 672 904	92,31	5 807 533	90,30	1 865 371	32,12
Production vendue services	501 401	137 562	638 962	7,69	624 024	9,70	14 938	2,39
<b>Chiffres d'Affaires Nets</b>	<b>1 688 112</b>	<b>6 623 755</b>	<b>8 311 867</b>	<b>100,00</b>	<b>6 431 557</b>	<b>100,00</b>	<b>1 880 310</b>	<b>29,24</b>
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			94 117	1,13	190 269	2,96	-96 152	-50,52
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			194 442	2,34	33 370	0,52	161 072	482,69
Autres produits			944 125	11,36	74 143	1,15	869 982	N/S
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>9 544 550</b>	<b>114,83</b>	<b>6 729 340</b>	<b>104,63</b>	<b>2 815 210</b>	<b>41,83</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements			4 672 204	56,21	3 974 572	61,80	697 632	17,55
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			190 236	2,29	148 039	2,30	42 197	28,50
Autres achats et charges externes			3 475 200	41,81	3 613 789	56,19	-138 589	-3,83
Impôts, taxes et versements assimilés			106 257	1,28	101 338	1,58	4 919	4,85
Salaires et traitements			3 477 745	41,84	3 126 926	48,62	350 819	11,22
Charges sociales			2 221 843	26,73	1 541 615	23,97	680 228	44,12
Dotations aux amortissements sur immobilisations			226 098	2,72	201 069	3,13	25 029	12,45
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant			67 500	0,81			67 500	N/S
Dotations aux provisions pour risques et charges			207 750	2,50	96 988	1,51	110 762	114,20
Autres charges			272 095	3,27	127 443	1,98	144 652	113,50
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>14 916 927</b>	<b>179,47</b>	<b>12 931 778</b>	<b>201,07</b>	<b>1 985 149</b>	<b>15,35</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>-5 372 377</b>	<b>-64,63</b>	<b>-6 202 439</b>	<b>-96,43</b>	<b>830 062</b>	<b>13,38</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations			35 407	0,43	95 956	1,49	-60 549	-63,09
Produits des autres valeurs mobilières et créances								
Autres intérêts et produits assimilés			681 874	8,20	14 668	0,23	667 206	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges			401 991	4,84	870 106	13,53	-468 115	-53,79
Différences positives de change			7 622	0,09	952	0,01	6 670	700,63
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>1 126 894</b>	<b>13,56</b>	<b>981 681</b>	<b>15,26</b>	<b>145 213</b>	<b>14,79</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			4 874 040	58,64	2 421 342	37,65	2 452 698	101,29
Intérêts et charges assimilées			11 357	0,14	16 300	0,25	-4 943	-30,32
Différences négatives de change			16 754	0,20	45 380	0,71	-28 626	-63,07
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>4 902 151</b>	<b>58,98</b>	<b>2 483 022</b>	<b>38,61</b>	<b>2 419 129</b>	<b>97,43</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>-3 775 257</b>	<b>-45,41</b>	<b>-1 501 341</b>	<b>-23,33</b>	<b>-2 273 916</b>	<b>-151,45</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>-9 147 634</b>	<b>-110,05</b>	<b>-7 703 779</b>	<b>-119,77</b>	<b>-1 443 855</b>	<b>-18,73</b>

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2012 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2011 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital	62 862	0,76			62 862	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges						
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>62 862</b>	<b>0,76</b>			<b>62 862</b>	<b>N/S</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	333	0,00	180	0,00	153	85,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	173 158	2,08	4 283	0,07	168 875	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>173 491</b>	<b>2,09</b>	<b>4 463</b>	<b>0,07</b>	<b>169 028</b>	<b>N/S</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-110 629</b>	<b>-1,32</b>	<b>-4 463</b>	<b>-0,06</b>	<b>-106 166</b>	<b>N/S</b>
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-955 491	-11,49	-480 430	-7,46	-475 061	-98,87
<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>10 734 306</b>	<b>129,14</b>	<b>7 711 021</b>	<b>119,89</b>	<b>3 023 285</b>	<b>39,21</b>
<b>Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>19 037 078</b>	<b>229,03</b>	<b>14 938 834</b>	<b>232,27</b>	<b>4 098 244</b>	<b>27,43</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>-8 302 772</b>	<b>-99,88</b>	<b>-7 227 813</b>	<b>-112,37</b>	<b>-1 074 959</b>	<b>-14,86</b>
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

## Note 1 : La société

Créée en 1989, la société EOS Imaging SA développe et commercialise une nouvelle modalité d'imagerie médicale à très faible dose d'irradiation, en 2D et 3D, du corps entier et en particulier du système ostéo-articulaire.

La société s'est introduite sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris le 15 février 2012.

## Note 2 : Arrêté des comptes

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012 d'EOS Imaging ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 18 avril 2013.

## Note 3 : Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2012 sont présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et en suivant les prescriptions du Plan Comptable Général et ce, dans le respect des principes de prudence et de continuité conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes sont présentés en milliers d'euros.

Des arrondis sont faits pour le calcul de certaines données financières et autres informations contenues dans ces comptes. En conséquence, les chiffres indiqués sous forme de totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres qui les précèdent.

Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique. Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants:

La situation déficitaire historique de la société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant ainsi une phase de recherche et de développement de plusieurs années. La société est aujourd'hui entrée dans une phase de commercialisation active de ses produits ;

La trésorerie disponible au 31 décembre 2012 d'un montant de 26 millions d'euros doit permettre à la société de poursuivre son développement jusqu'à la rentabilité.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées selon la méthode du premier entré, premier sorti.

## Note 4 : Immobilisations

### 4.1. Immobilisations incorporelles

Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ils sont amortis linéairement sur une période de 1 an.

Les coûts relatifs aux dépôts de brevets en cours de validité, engagés par la société jusqu'à l'obtention de ces derniers, sont comptabilisés en immobilisations incorporelles. Ils sont amortis linéairement sur une période de 5 ans.

### 4.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les rénovations et les aménagements majeurs sont immobilisés, les frais de réparation, de maintenance et les coûts des autres travaux de rénovation sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée des biens. Les agencements de biens loués sont amortis sur la durée la plus courte de leur durée de vie propre ou de la durée du contrat de location.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Matériel industriel et de laboratoire	4 ans
Installations et agencements	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier de bureau	5 ans

### 4.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

A compter de l'année 2011, il a été décidé de constater un écart de conversion sur les créances rattachées aux participations considérant que la créance présente au bilan était remboursable en devises.

L'évolution des immobilisations sur l'exercice s'analyse comme suit :

Variation des Immobilisations brutes (en K€):

<b>Actif immobilisé</b>	<b>Valeur brute début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Valeur brute fin d'exercice</b>
Autres immobilisations incorporelles	1 150	120	19	1 251
<b>TOTAL IMMO INCORPORELLES</b>	<b>1 150</b>	<b>120</b>	<b>19</b>	<b>1 251</b>
Immobilisations incorporelles en cours	30		6	24
<b>TOTAL IMMO INCORPORELLES EN COURS</b>	<b>30</b>		<b>6</b>	<b>24</b>
Matériels de bureau et informatique	320	32		352
Installations techniques	564	124		688
Installations générales et agencements	458	6		464
<b>TOTAL IMMO CORPORELLES</b>	<b>1 342</b>	<b>162</b>		<b>1 504</b>
Autres participations	7 813		143	7 670
Prêts et autres immobilisations financières	154	231	100	284
<b>TOTAL IMMO FINANCIERES</b>	<b>7 967</b>	<b>231</b>	<b>243</b>	<b>7 954</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 489</b>	<b>512</b>	<b>269</b>	<b>10 732</b>

Variation des amortissements (K€)

<b>Amortissements</b>	<b>Valeur début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Valeur fin d'exercice</b>
Autres immobilisations incorporelles	980	74		1 054
<b>TOTAL IMMO INCORPORELLES</b>	<b>980</b>	<b>74</b>		<b>1 054</b>
Matériels de bureau et informatique	248	41		289
Installations techniques	391	70		462
Installations générales et agencements	205	40		245
<b>TOTAL IMMO CORPORELLES</b>	<b>844</b>	<b>152</b>		<b>995</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 824</b>	<b>226</b>		<b>2 050</b>

Au 31 décembre 2012, les immobilisations financières sont principalement constituées de créances rattachées aux participations dans les trois filiales de la société :

Eos Imaging Inc. :

Basée aux Etats-Unis, EOS imaging , INC. est une société de droit américain au capital de \$1 dont le siège social est au 185 Alewife Brook Parkway, suite #410, Cambridge, MA 02138, USA.

EOS imaging GmbH :

Basée en Allemagne, EOS Imaging GmbH est une société de droit allemand au capital de 25 000 euros, dont le siège social est au Theodor-Stern- Kai 1, 60596 Frankfurt am Main.

EOS image, Inc :

Basée au Canada, EOS image Inc est une société légalement constituée en vue de la partie IA de la loi sur les compagnies du Québec, dont le siège social est situé 3630 Montée Saint Hubert, à Montréal, Québec, Canada.

<b>Immobilisations financières</b>	<b>Valeur brute début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Diminutions</b>	<b>Valeur brute fin d'exercice</b>
Titres EOS image Inc	-			-
Titres EOS imaging Inc	-			-
Titres EOS imaging GmbH	25			25
Créances sur EOS image Inc	1 159	5		1 164
Créances sur EOS imaging GMBH	86	6		92
Créances sur EOS imaging Inc	6 543		154	6 389
<b>Autres participations</b>	<b>7 813</b>	<b>11</b>	<b>154</b>	<b>7 670</b>
Dépôts et cautionnements	54	4		58
Actions propres		226		226
Fonds de garantie	100		100	
Prêts et autres immobilisations financières	154	230	100	284
<b>TOTAL</b>	<b>7 967</b>	<b>241</b>	<b>254</b>	<b>7 954</b>

La diminution sur l'exercice de 143 K€ du poste « autres participations » est essentiellement liée aux à la conversion au taux de clôture des créances rattachées aux participations libellées en devises étrangères. Cet écart de conversion se décompose comme suit :

EOS image Inc : augmentation de 5K€

EOS imaging Inc : diminution de 154K€

EOS imaging GmbH : augmentation de 6K€

La diminution sur l'exercice du poste « prêts et autres immobilisations financières » se décompose en :

- Une augmentation de 230K€, correspondant à hauteur de 226K€ à la comptabilisation des actions propres de la société, acquises dans le cadre de la mise en place d'un contrat de liquidité portant sur un montant maximum de 500 K€. Ce contrat a été signé en mars 2012 avec la société de bourse Gilbert Dupont pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.
- Une réduction de 100K€, correspondant au remboursement d'un fonds de garantie, suite à la résiliation d'un contrat de factoring.

L'échéance des dépôts et cautionnements est présentée dans le tableau ci-dessous :

POSTES	A la clôture	Ech - 1 an	Ech + 1 an
Dépôts et cautionnements	58		58
Prêts			
<b>Totaux</b>	<b>58</b>		<b>58</b>

Les titres et créances rattachées à ces participations ont été dépréciés en totalité. Les provisions pour dépréciation sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Provisions immobilisations financières	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin d'exercice
Titres EOS Image Inc	-			-
Titres EOS Imaging Inc	-			-
Titres EOS Imaging GmbH	25			25
Créances sur EOS Image	1 159	5		1 164
Créances sur EOS Imaging GMBH	86	6		92
Créances sur EOS Imaging Inc	6 543		154	6 389
Autres participations	7 813	11	154	7 670

#### Note 5 : Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Dans ce dernier cas, la perte de valeur est enregistrée en résultat.

Les stocks sont évalués selon la méthode CUMP.

Au 31 décembre 2012, les stocks sont composés de composants, d'en cours de production, et d'équipements EOS pour une valeur de 1 011 K€

#### Note 6 : Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	7 645		7 645
Autres immobilisations financières	58		58
Avances et acomptes versés sur commandes	305	305	
Clients douteux ou litigieux	68	68	
Créances clients	2 517	2 517	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10	10	
Personnel et comptes rattachés	-	-	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices (dont C.I.R.)	955	955	
- T.V.A	379	379	
Groupe et associés	5 761	5 761	
Débiteurs divers	644	644	
Charges constatées d'avance	196	196	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18 538</b>	<b>10 835</b>	<b>7 703</b>

Le montant de 644 K€ figurant dans les débiteurs divers correspond essentiellement aux créances rattachées aux subventions pour un montant de 450 K€ et à des avoirs à recevoir pour 178 K€.

Comme pour les exercices précédents, la société a consacré une partie significative de ses coûts à la Recherche. En conséquence, un crédit d'impôt recherche a été évalué à 955 K euros sur l'exercice.

Les charges constatées d'avance se décomposent de la manière suivante :

Assurance	4
Honoraires	41
Maintenance	5
Loyers et charges	63
Locations matériels	1
Documentations	1
Congrès	14
Voyages et déplacements	17
Cotisations et concours	2
Matières premières	47

196

ETAT DES DETTES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Emprunt obligataire convertible			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :			
- à 1 an maximum			
- plus d'un an			
Fournisseurs et comptes rattachés	2 200	2 200	
Personnel et comptes rattachés	605	605	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	636	636	
Etat et autres collectivités publiques :			
- T.V.A	71	71	
- Autres impôts et taxes	100	100	
Groupe et associés	26	26	
Autres dettes	772	772	
Produits constatés d'avance	204	204	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 616</b>	<b>4 616</b>	<b>-</b>

Les autres dettes sont constituées par des dettes de royalties évaluées à 310 K€ et à des versements d'acomptes dans le cadre de programmes subventionnés pour 462K€

Les factures non parvenues se décomposent de la manière suivante :

Factures non parvenues	HT	TVA	TTC
Marchandises	604	93	697
Sous-traitance	52	3	55
Loyers et charges	7	1	8
Honoraires	176	17	193
Frais de transport	41		41
Voyages et déplacements	4		4
Communications	3		3
Jetons de présence	59		59
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>946</b>	<b>114</b>	<b>1 060</b>

## Note 7 : Capitaux propres

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts des opérations en capital directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission.

La société a levé 37,9M€ lors de son introduction en bourse sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris en février 2012.

A l'occasion cette opération, l'ensemble des actions de préférences et des obligations convertibles émises ont été converties en actions ordinaires.

Au 31 décembre 2012, le capital social s'établit à 174.025 euros. Il est divisé en 17 402 429 actions ordinaires entièrement souscrites et libérées d'un montant nominal de 0,01 €

Faisant usage de la délégation autorisée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 15 février 2012 a décidé :

- d'augmenter le capital de la société d'un montant de 55 Keuros par l'émission de 5.520.000 actions ordinaires au prix de l'introduction en bourse, 6,87euros par action, soit un montant de 37,9 M€;
- de constater l'augmentation de capital d'un montant de 2K€ liée à la conversion des 957 933 obligations convertibles émises le 2 décembre 2011, en 278 870 actions ordinaires de la société au prix de l'introduction en bourse, soit un montant de 1.916 K€

Ainsi, par les deux opérations décrites ci-dessus, la société a émis 5 798 870 actions nouvelles.

La variation des capitaux propres est présentée dans le tableau ci-dessous :

POSTES	Valeur au 31/12/2011	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 31/12/2012
Capital	116	58		174
Primes d'émission	22 272	36 241		58 513
Réserve légale	20			20
Autres réserves				
Report à nouveau	- 15 957	- 7 228		-23 186
Résultat net N-1	-7 228		7 228	-
Résultat net de l'exercice		- 8 303		-8 303
TOTAL	- 778	20 768	7 228	27 218

**Note 8 : Provisions pour risques et charges**

POSTES	Valeur au 31/12/2011	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 31/12/2012
Provisions pour dépréciation				-
Provision pour risque		21		21
Provision pour garantie	318	208	177	349
<b>TOTAL</b>	<b>318</b>	<b>229</b>	<b>177</b>	<b>370</b>

La provision pour garantie a été augmentée de 31 K€ sur l'exercice.

L'évaluation au 31 décembre 2012 tient compte de l'évaluation du coût de maintenance des équipements sous garantie, qui repose sur l'analyse des coûts historiques engagés, de même que du nombre de ces équipements à la date de clôture.

**Note 9 : Détail des avances conditionnées**

Dans le cadre de sa participation au projet d'Innovation Stratégique Industrielle, la société bénéficie d'une avance remboursable accordée par OSEO en juillet 2009, d'un montant maximum de 1.275 K€  
Au 31 décembre 2011, les versements réalisés s'élèvent à 680 K€

Les remboursements seront effectués en fonction des résultats d'exploitation de la société, à savoir 0,5% du chiffre d'affaires réalisé sur la vente des produits issus du projet, à compter de l'année suivant l'atteinte d'un chiffre d'affaires cumulé de 30 M€, puis de 0,75% dès l'atteinte d'un chiffre d'affaire cumulé de 50 M€. L'avance sera considérée comme intégralement remboursée lorsque le total des versements effectués actualisé au taux de 4,47% atteindra le montant total actualisé au même taux de l'aide versée.

**Note 10 : Emprunt obligataire**

Suite à l'introduction en bourse de la société, le conseil d'administration lors de sa séance du 15 février 2012 a constaté la conversion des 957.933 obligations convertibles émises le 2 décembre 2011, en 278.870 actions ordinaires.

En k€	Valeur au 31/12/2011	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Valeur au 31/12/2011
Emprunt obligataire	1 916	-	1 916	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 916</b>	<b>-</b>	<b>1 916</b>	<b>-</b>

Note 11 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Chiffre d'affaires et autres produits (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
Ventes d'équipements	7 673	5 807
Ventes de services	639	624
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>8312</b>	<b>6431</b>

Chiffre d'affaires par zone géographique (en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2011
France	1 687	3 098
Amérique du nord	3 304	1 510
Europe	2 362	816
Reste du monde	959	1 007
<b>Total chiffre d'affaires par zone géographique</b>	<b>8 312</b>	<b>6 431</b>

Note 12 : Dépenses de recherche et développement

La société a poursuivi le développement des fonctionnalités d'EOS pour la chirurgie orthopédique. Les frais de recherche et développement se sont élevés à 2 141K€ en 2012 contre 1 914K€ en 2011. Ces coûts sont comptabilisés pour leur totalité en charges de la période.

Note 13 : Effectif moyen

POSTES	31/12/2012
Cadres	42
Non cadres	5
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>

Note 14 : Rémunération allouée aux membres des organes d'administration

Les rémunérations versées à chaque mandataire social par la Société ou par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L233-16 du Code de Commerce sont résumées dans le tableau ci-dessous :

		<b>2011</b>	<b>2012</b>
Marie Meynadier	Rémunération fixe versée	153 844 €	161 535 €
	Avantage en nature	12 987 €	13 680 €
	Rémunération variable versée	56 689 €	91 291 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>223 520 €</b>	<b>266 506 €</b>
	Nbre d'AGA attribuées	- €	360 000
	<b>Juste valeur des AGA attribuées</b>	<b>- €</b>	<b>1 854 000 €</b>
Hervé Legrand	Rémunération fixe versée	152 917 €	172 550 €
	Avantage en nature		
	Rémunération variable versée	26 901 €	14 360 €
	<b>Total rémunération versée</b>	<b>179 818 €</b>	<b>186 910 €</b>
	Nbre de SO attribuées	- €	37 648
	<b>Juste valeur des SO attribuées</b>	<b>- €</b>	<b>60 613 €</b>

#### Note 15 : Déficits reportables

Au 31 décembre 2012, le montant total des déficits reportables s'élève à 33 359 milliers d'euros et comprend 5 413 milliers d'euros de déficit fiscal de la période.

#### Note 16 : Détail des charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel s'élève à -110 milliers d'euros. Il représente le résultat net des plus et moins-values sur cessions d'actions propres mises en œuvre dans le cadre du contrat de liquidité.

	Charges	Produits
Charges exceptionnelles / diverses	173	63
	<hr/>	<hr/>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>

Note 17 : Montant des honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisés en charge sur l'exercice est présenté ci-dessous :

Montant HT en milliers d'euros	Ernst & Young	Lydia Bourgeois
<b><i>Commissariat aux comptes</i></b>		
- EOS Imaging SA	77	27
- Filiales intégrées	20	8
<b><i>Autres diligences</i></b>	9	
Sous total	106	35
Autres prestations rendues		
Sous total	0	0
Total	106	35

Note 18 : Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	EOS image Inc	EOS imaging Inc	EOS imaging GmbH
Capital	100 CAD	1 USD	25 000 EUR
Pourcentage de détention	100%	100%	100%
Valeur unitaire des parts sociales	1 CAD	0,01 USD	50 EUR
Nombre de parts	100	100	500
Dividendes encaissés	0	0	0
Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	768 KCAD	4 833KUSD	348 KEUR
Capitaux propres au 31/12/2012	- 1 683 KCAD	- 11 295 KUSD	- 122 KEUR
Montant des créances rattachées au 31/12/2012	1 164 KEUR	6 389 KEUR	92 KEUR
Montant de la dépréciation au 31/12/2012	-1 164 KEUR	-6 389 KEUR	-92 KEUR
Taux de clôture	1 CAD =0,76 EUR	1USD = 0,76 EUR	

Note 19 : Engagements hors bilan

19.1. Droit individuel à la formation

La société constate un engagements en matière de Droit Individuel à la Formation de ses collaborateurs, conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle accordant aux salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans, Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures.

Au 31 décembre 2012, le nombre d'heures encore ouvertes donnant droit à formation s'élève à 2 669 heures.

19.2. Indemnités de Fin de Carrière

Les salariés de la société bénéficient des prestations de retraites prévues par la loi en France :

- obtention d'une indemnité de départ à la retraite, versée par la société, lors de leur départ en retraite (régime à prestations définies) ;
- versement de pensions de retraite par les organismes de Sécurité Sociale, lesquels sont financés par les cotisations des entreprises et des salariés (régime d'état à cotisations définies).

Pour les régimes à prestations définies, les coûts des prestations de retraite sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Selon cette méthode, le coût des retraites est constaté dans le résultat de manière à le répartir uniformément sur la durée de services des employés.

Les engagements de retraite sont évalués à la valeur actuelle des paiements futurs estimés en retenant le taux de marché fondé sur les obligations à long terme des entreprises de première catégorie avec une durée correspondante à celle estimée pour le régime.

La société fait appel à des actuaires pour réaliser une revue annuelle de la valorisation de ces plans.

Les engagements liés au versement d'indemnités de départ à la retraite sont évalués de la manière suivante :

	31 décembre 2011	Dotations	Reprises	31 décembre 2012
Indemnités de départ à la retraite	95	49	(15)	129
<b>Total</b>	<b>95</b>	<b>49</b>	<b>(15)</b>	<b>129</b>

Les hypothèses retenues pour la détermination des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

Date d'évaluation	31/12/2012	31/12/2011
Modalités de départ à la retraite	<i>Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans</i>	<i>Pour l'ensemble des salariés : départ volontaire à 65 ans</i>
Taux de charges sociales	52 %	52 %
Taux d'actualisation	2,80 %	4,30 %
Tables de mortalité	INSEE TH / TF 2007 – 2009	INSEE TH / TF 2007 – 2009
Taux d'augmentation des salaires (inflation incluse)	3%	3%
Taux de rotation	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge	Taux moyen de 25%, lissé par classe d'âge

Les droits accordés aux salariés de la société en France sont définis par les conventions collectives suivantes :

- Accords Nationaux de la Métallurgie (cadres et non-cadres)
- Accord régional de la Métallurgie : région parisienne (non-cadres uniquement).

## Note 20 : Tableau synthétique des stock-options

La société a émis les plans d'options et d'actions gratuites suivants :

Type	Date d'octroi	Prix d'exercice	En cours au 31.12.2012
SO 2009	07/07/2009	1,00 €	495 389
SO 2010	06/07/2010	1,00 €	323 500
SO 2010	20/05/2011	1,00 €	49 625
Actions gratuites	15/02/2012		360 000
SO 2012	21/09/2012	4,07 €	376 916
			<b>1 605 430</b>

L'exercice des options et actions gratuites se traduira par l'émission par la Société de nouvelles actions.

Le Conseil d'Administration du 31 décembre 2012, sur délégation de l'Assemblée Générale du 16 janvier 2012 a attribué à Messieurs Michael J Dormer, Eric Beard, Stéphane Sallmard et Philip Whitehead un total de 270 000 BSA qui n'ont pas été souscrits à ce jour.

.

#### Note 21 : Evénements postérieurs à la clôture

UFG Siparex a démissionné de son mandat d'administrateur le 4 février 2013.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2010 et 2011 a été notifié à la société EOS Imaging SA en février 2013.

## **EOS Imaging**

Exercice clos le 31 décembre 2012

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

LYDIA BOURGEOIS

106, rue Cardinet  
75017 Paris

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## EOS Imaging

Exercice clos le 31 décembre 2012

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EOS Imaging, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue une dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque leur usage est inférieur à leur coût d'utilisation net des dépréciations déjà pratiquées, tel que cela est décrit dans la note IV « Immobilisations financières » de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour estimer la valeur d'inventaire des sociétés détenues sur la base des informations disponibles à ce jour. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues, des évaluations qui en résultent et des appréciations effectuées le cas échéant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 18 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Lydia BOURGEOIS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag

## **EOS Imaging**

Exercice clos le 31 décembre 2012

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

LYDIA BOURGEOIS  
106, rue Cardinet  
75017 Paris

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## EOS Imaging

Exercice clos le 31 décembre 2012

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EOS Imaging, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3.5 « Immobilisations incorporelles » de la section III « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux états financiers expose les modalités de comptabilisation et d'évaluation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Votre groupe a réalisé, conformément à la norme IFRS 2, une évaluation en date d'attribution des bons de souscription d'actions attribuées au personnel afin de donner lieu à la comptabilisation d'une charge au compte de résultat, tel que cela est décrit dans la note 3.12 « Paiements fondés sur des actions » de l'annexe aux états financiers. Nous avons apprécié les hypothèses retenues et le caractère raisonnable des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 18 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Lydia BOURGEOIS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag

## **EOS Imaging**

Exercice clos le 31 décembre 2012

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et  
rapport des commissaires aux comptes, établi en application de  
l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du  
président du conseil d'administration de la société EOS Imaging**

## **EOS Imaging**

Exercice clos le 31 décembre 2012

**Rapport des commissaires aux comptes, établi en application  
de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du  
président du conseil d'administration de la société EOS  
Imaging**

**LYDIA BOURGEOIS**  
106, rue Cardinet  
75017 Paris

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG Audit**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **EOS Imaging**

Exercice clos le 31 décembre 2012

### **Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société EOS Imaging**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société EOS Imaging et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

## **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

### **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Paris-La Défense, le 18 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Lydia BOURGEOIS

ERNST & YOUNG Audit

Franck Sebag



Société anonyme au capital de 174.024,29 euros  
Siège social : 10 rue Mercœur 75011 Paris  
RCS de Paris 349 694 893

## **RAPPORT DE PRESIDENT SUR LE CONTROLE INTERNE**

1.	CONFORMITE AU CODE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE.....	4
2.	CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	5
2.1.	Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2012.....	5
2.2.	Autres mandats en cours.....	6
2.3.	Règlement intérieur du conseil d'administration.....	7
2.4.	Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil .....	8
2.5.	Compte-rendu de l'activité du Conseil au cours de l'exercice 2012 .....	8
2.6.	Comités spécialisés.....	8
2.6.1.	Comité d'audit.....	8
2.6.1.1.	Composition .....	8
2.6.1.2.	Attributions.....	8
2.6.1.3.	Fonctionnement .....	9
2.6.1.4.	Rapports.....	9
2.6.1.5.	Compte-rendu de l'activité du Comité d'audit au cours de l'exercice 2012 .....	9
2.6.2.	Comité des rémunérations .....	9
2.6.2.1.	Composition .....	9
2.6.2.2.	Attributions.....	10
2.6.2.3.	Modalités de fonctionnement .....	10
2.6.2.4.	Rapports.....	11
2.6.2.5.	Compte-rendu de l'activité du Comité des rémunérations au cours de l'exercice 2012 ...	11
2.7.	Limitation des pouvoirs du directeur général .....	11
3.	REPARTITION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 2012 .....	12
4.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES.....	12
4.1.	Rémunérations, jetons de présence, options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social .....	12
4.2.	Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social.....	13

4.3. Jetons de présence et autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants .....	14
4.4. Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social par la Société ou toute société de son Groupe durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012 .....	15
4.5. Options de souscription ou d'achat d'actions levées par chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012 .....	15
4.6. Actions attribuées gratuitement à chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012 .....	15
5. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES .....	19
5.2. Périmètre couvert par le contrôle interne.....	19
5.3. Description des procédures de contrôle interne.....	19
5.4. Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière .....	22
5.5. Conclusion : les axes d'amélioration en projet.....	22

Pour l'élaboration du présent document, le Président a consulté le Directeur Administratif et Financier. Le conseil d'administration, sur la base des conclusions du comité d'audit et des observations préalables des commissaires aux comptes, a approuvé le présent rapport lors de la séance du Conseil du 18 avril 2013.

## **1. CONFORMITE AU CODE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE**

Afin de se conformer aux exigences de l'article L. 225-37 du Code de commerce, la Société a désigné le Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites tel qu'il a été publié en décembre 2009 par MiddleNext comme code de référence auquel elle entend se référer.

A la date de publication du présent rapport, la Société s'est conformée à l'ensemble des recommandations édictées par le Code de gouvernement d'entreprise, à l'exception d'une recommandation.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 7 de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le présent rapport précise les dispositions du Code de gouvernement d'entreprise qui ont été écartées et expose les raisons pour lesquelles elles l'ont été.

La Société considère qu'elle ne se trouve pas en conformité avec la recommandation traitant du non cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social. Le conseil d'administration a autorisé le cumul du contrat de travail avec un mandat social pour la directrice générale et pour le directeur général délégué compte tenu de la taille de la Société et des risques encourus par ces dirigeants.

La Société a enrichi son modèle de gouvernance au cours de l'exercice par les deux mesures suivantes:

- le renforcement du nombre d'administrateurs indépendants ;
- la mise en place d'une évaluation des travaux du conseil d'administration.

Dans le cadre de l'évolution de sa gouvernance d'entreprise, la Société s'est dotée de deux administrateurs indépendants en les personnes de Michael J Dormer et Eric Beard, dont la nomination a été approuvée par l'assemblée générale des actionnaires du 29 juin 2012.

Compte tenu de la nomination de Monsieur Michael J Dormer en qualité du Président du Conseil d'Administration par le Conseil d'Administration du 9 novembre 2012, la Société dispose en les personnes de Philip Whitehead et Eric Beard de deux administrateurs indépendants au sens des dispositions du Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites tel qu'il a été publié en décembre 2009 par MiddleNext et validé en tant que code de référence par l'AMF dans la mesure où aucune de ces deux personnes :

- n'est ni salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe et ne l'a pas été au cours des trois dernières années ;
- n'est pas client, fournisseur ou banquier significatif de la Société, ou pour lequel la Société ou son groupe représenterait une part significative de l'activité ;
- n'est pas actionnaire de référence de la Société ;
- n'a pas de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ; et
- n'a pas été auditeur de la Société au cours des trois dernières années.

Par ailleurs, le conseil d'administration de la Société s'est inscrit dans une démarche d'évaluation de ses méthodes de travail et de son fonctionnement. Cette auto-évaluation des travaux menés en 2012 a été réalisée en début d'exercice 2013. Les résultats feront l'objet d'un débat au sein du conseil et se traduiront par un plan d'actions.

## 2. CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 2.1. Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2012

Nom	Mandat	Principale fonction dans la Société	Nationalité	Durée du mandat
Michael J Dormer	Administrateur	Président du Conseil d'Administration	Britannique	Nommé en qualité d'administrateur par l'AG du 29 juin 2012 pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.
Stéphane Sallmard	Administrateur	Néant	Française	Renouvelé en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 2 décembre 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013
Marie Meynadier	Administrateur	Directrice générale	Française	Renouvelée en qualité d'administrateur par l'assemblée générale du 9 avril 2010 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides	Administrateur	Néant	Britannique	Renouvelé par l'assemblée générale du 30 juin 2011 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues	Administrateur	Néant	Française	Nommé en qualité d'administrateur par le conseil d'administration du 2 décembre 2011 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

UFG - Siparex représentée par Marlène Rey	Administrateur	Néant	Française	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski	Administrateur	Néant	Française	Renouvelé par l'assemblée générale du 16 janvier 2012 pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Philip Whitehead	Administrateur	Néant	Britannique	Nommé par l'assemblée générale du 6 décembre 2010 pour une durée de 3 années expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Eric Beard	Administrateur	Président du Comité d'Audit	Britannique	Nommé en qualité d'administrateur par l'AG du 29 juin 2012 pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Le conseil d'administration veille à l'équilibre de représentation des hommes et des femmes. Ces derniers occupent 33% des postes d'administrateurs au 31 décembre 2011.

## 2.2. Autres mandats en cours

Autres mandats en cours		
Nom	Nature du mandat	Société
Michael J Dormer	Président du conseil d'administration et Directeur Général Administrateur Administrateur Administrateur	Neoss Ltd Endosense SA Jenavalve GmbH Lancaster University Management School
Stéphane Sallmard	Président du conseil d'administration Président du conseil d'administration Administrateur	DySIS Medical Ltd Imagine Eyes SARL i-Optics B.V.
Marie Meynadier	Dirigeant Dirigeant Dirigeant	EOS imaging Inc EOS imaging GmbH EOS image Inc

Hervé Legrand	Néant.	Néant.
NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides	Président du conseil d'administration Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur	Advanced Cardiac Therapeutics Inc 2010 Perfect Vision AG Dysis Medical Ltd Endoscopic Technologies Inc SuperSonic Imagine SA Marshalsea Road Management Company
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues	Censeur Censeur	Cytheris Tx Cell
UFG - Siparex représentée par Olivier Denigot	Membre du Directoire Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Censeur Censeur	UFG-Siparex Biospace lab Easyvoyage Mastrad Roctool SecurActive ASK Ipanema
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski	Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Membre du directoire	Poxel Genticel Implanet MdxHealth Cellnovo Regado Biosciences Edmond de Rothschild Investment Partners
Philip Whitehead	Directeur Directeur Directeur Directeur Vice-Président Vice-Président Administrateur Directeur Directeur Directeur Directeur	Time Spent Property Developments Ltd Linx Printing Technologies Ltd Danaher UK Industries Ltd Hoddington Inns Ltd Tektronix UK Holdings Ltd Tektronix UK Ltd Hampshire Hospitals Foundation Trust DH Denmark Holding ApS Lauchchange Holding Company Lauchchange Operations Limited Vision Systems Pty Ltd
Eric Beard	Président du Conseil d'administration	Cellnovo Ltd

### 2.3. Règlement intérieur du conseil d'administration

Un règlement intérieur, disponible pour consultation au siège social de la Société, a été adopté le 16 décembre 2011 afin de préciser, notamment, le rôle et la composition du conseil, les principes de conduite et les obligations des membres du conseil d'administration de la Société. Chaque membre du conseil d'administration s'engage notamment à maintenir son indépendance d'analyse, de jugement et

d'action et à participer activement aux travaux du conseil. Il informe le conseil des situations de conflit d'intérêt auxquelles il pourrait se trouver confronté. En outre, le règlement intérieur rappelle la réglementation relative à la diffusion et à l'utilisation d'informations privilégiées en vigueur et précise que ses membres doivent s'abstenir d'effectuer des opérations sur les titres de la Société lorsqu'ils disposent d'informations privilégiées. Chaque membre du conseil d'administration est tenu de déclarer à la Société et à l'AMF les opérations sur les titres de la Société qu'il effectue directement ou indirectement.

#### **2.4. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil**

Le Conseil est régulièrement informé par le directeur général de la situation financière, de la trésorerie, des engagements financiers et des événements significatifs de la Société et du groupe.

Les membres du Conseil sont convoqués par email dans un délai raisonnable, et 10 jours au moins avant chaque réunion. Le Conseil peut également être convoqué par tout moyen, même verbalement, si tous les membres du Conseil en fonction sont présents ou représentés à la réunion.

Les documents de nature à les informer sur l'ordre du jour et sur toutes questions qui sont soumises à l'examen du conseil sont adressés par email ou mis à disposition des membres du Conseil, dans un délai raisonnable préalable à la réunion.

Conformément aux dispositions de la recommandation 15 du Code MiddleNext, le Conseil a fait le point en début d'année 2013 sur les modalités de son fonctionnement et procédé à l'évaluation de la qualité des informations qui lui ont été communiquées, afin de vérifier que les questions importantes sont convenablement préparées et débattues.

#### **2.5. Compte-rendu de l'activité du Conseil au cours de l'exercice 2012**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le conseil d'administration de la Société s'est réuni 15 fois et le taux de présence moyen des membres du conseil d'administration s'est élevé à 85%.

#### **2.6. Comités spécialisés**

##### **2.6.1. Comité d'audit**

###### **2.6.1.1. Composition**

Jusqu'au 30 août 2012, le Conseil d'administration se constituait comité d'audit à défaut d'avoir un nombre suffisant d'administrateurs indépendants. Compte tenu de la nomination d'administrateurs indépendants supplémentaires lors de l'Assemblée Générale du 29 juin 2012, la constitution d'un comité d'audit a été rendue possible.

Le conseil d'administration du 30 août 2012 a nommé Messieurs Eric Beard, Raphaël Wisniewski, ainsi que Madame Marie-Laure Garrigues membres du comité d'audit.

Monsieur Eric Beard est nommé Président de ce comité.

###### **2.6.1.2. Attributions**

La mission du comité d'audit est d'assister le conseil d'administration, notamment, par l'exercice des missions suivantes :

- assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- assurer le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes ;
- prendre connaissance périodiquement de l'état des contentieux importants ; et
- de manière générale, apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

#### 2.6.1.3. Fonctionnement

Le comité d'audit se réunit au moins 2 fois par an, selon un calendrier fixé par son président, sur un ordre du jour arrêté par son président et adressé aux membres du comité d'audit sept jours au moins avant la date de la réunion. Il se réunit aussi à la demande de son président, de deux de ses membres, ou du président du conseil d'administration de la Société.

Le comité d'audit peut entendre tout membre du conseil d'administration de la Société et procéder à la réalisation de tout audit interne ou externe sur tout sujet qu'il estime relever de sa mission. Le président du comité d'audit en informe au préalable le conseil d'administration. En particulier, le comité d'audit a la faculté de procéder à l'audition des personnes qui participent à l'élaboration des comptes ou à leur contrôle (directeur administratif et financier et principaux responsables de la direction financière).

Le comité d'audit procède à l'audition des commissaires aux comptes. Il peut les entendre en dehors de tout représentant de la Société.

#### 2.6.1.4. Rapports

Le président du comité d'audit fait en sorte que les comptes rendus d'activité du comité au conseil d'administration permettent à celui-ci d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations.

Le rapport annuel comportera un exposé sur l'activité du comité au cours de l'exercice écoulé.

Si, au cours de ses travaux, le comité d'audit détecte un risque significatif qui ne lui paraît pas être traité de façon adéquate, le président en alerte sans délai le président du conseil d'administration.

#### 2.6.1.5. Compte-rendu de l'activité du Comité d'audit au cours de l'exercice 2012

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, le comité d'audit de la Société s'est réuni 2 fois, afin notamment d'examiner les comptes annuels 2011 et les comptes semestriels 2012.

### 2.6.2. Comité des rémunérations

#### 2.6.2.1. Composition

Le comité des rémunérations, mis en place le 02 mars 2006, dont les membres ont adopté un règlement intérieur tel que décrit ci-dessous est composé d'au moins deux membres du conseil d'administration désignés par le conseil d'administration.

Il est précisé, en tant que de besoin, qu'aucun membre du conseil d'administration exerçant des fonctions de direction au sein de la Société ne peut être membre du comité des rémunérations.

A la date de publication du présent rapport, les membres du comité des rémunérations sont :

- Michael J Dormer, président du conseil d'administration ;
- Stéphane Sallmard, administrateur ;
- Edmond de Rothschild Investment Partners représenté par Raphaël Wisniewski, administrateur, et
- CDC Entreprises, administrateur représenté par Madame Marie-Laure Garrigues, administrateur.

#### 2.6.2.2. Attributions

Le comité des rémunérations est notamment chargé :

- d'examiner les principaux objectifs proposés par la direction générale en matière de rémunération des dirigeants non mandataires sociaux de la Société, y compris les plans d'actions gratuites et d'options de souscription ou d'achat d'actions ;
- d'examiner la rémunération des dirigeants non mandataires sociaux, y compris les plans d'actions gratuites et d'options de souscription ou d'achat d'actions, les régimes de retraite et de prévoyance et les avantages en nature ;
- de formuler, auprès du conseil d'administration, des recommandations et propositions concernant :
  - la rémunération, le régime de retraite et de prévoyance, les avantages en nature, les autres droits pécuniaires, y compris en cas de cessation d'activité, des mandataires sociaux. Le comité propose des montants et des structures de rémunération et, notamment, des règles de fixation de la part variable prenant en compte la stratégie, les objectifs et les résultats de la Société ainsi que les pratiques du marché ; et
  - les plans d'actions gratuites, d'options de souscription ou d'achat d'actions et tout autre mécanisme similaire d'intéressement et, en particulier, les attributions nominatives aux mandataires sociaux éligibles à ce type de mécanisme;
- d'examiner le montant total des jetons de présence et leur système de répartition entre les administrateurs, ainsi que les conditions de remboursement des frais éventuellement exposés par les membres du conseil d'administration,
- de préparer et de présenter les rapports, le cas échéant, prévus par le règlement intérieur du conseil d'administration,
- de préparer toute autre recommandation qui pourrait lui être demandée par le conseil d'administration en matière de rémunération ; et
- de manière générale, le comité des rémunérations apporte tout conseil et formule toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

#### 2.6.2.3. Modalités de fonctionnement

Le comité des rémunérations se réunit au moins 2 fois par an, selon un calendrier fixé par son président, sur un ordre du jour arrêté par son président et adressé aux membres du comité des rémunérations sept jours au moins avant la date de la réunion. Il se réunit aussi à la demande de son président, de deux de ses membres ou du conseil d'administration.

Les administrateurs non dirigeants, qui ne sont pas membres du comité des rémunérations, peuvent participer librement à ces réunions.

Le président du conseil d'administration de la Société, s'il n'est pas membre du comité, peut être invité à participer aux réunions du comité. Le comité l'invite à lui présenter ses propositions. Il n'a pas voix délibérative et n'assiste pas aux délibérations relatives à sa propre situation.

Le comité des rémunérations peut demander au président du conseil d'administration à bénéficier de l'assistance de tout cadre dirigeant de la Société dont les compétences pourraient faciliter le traitement d'un point à l'ordre du jour. Le président du comité des rémunérations ou le président de séance attire l'attention de toute personne participant aux débats sur les obligations de confidentialité qui lui incombent.

#### 2.6.2.4. Rapports

Le président du comité des rémunérations fait en sorte que les comptes rendus d'activité du comité au conseil d'administration permettent à celui-ci d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations.

Le rapport annuel comportera un exposé sur l'activité du comité au cours de l'exercice écoulé.

Le comité des rémunérations examine notamment le projet de rapport de la Société en matière de rémunération des dirigeants.

#### 2.6.2.5. Compte-rendu de l'activité du Comité des rémunérations au cours de l'exercice 2012

Le comité des rémunérations s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2012, notamment afin d'examiner et valider le plan de rémunération de l'équipe de Direction.

### **2.7. Limitation des pouvoirs du directeur général**

La direction générale de la société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Lors de chaque réunion du conseil, le directeur général rend compte des faits marquants de la vie du Groupe.

Le conseil d'administration peut le révoquer à tout moment. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommage intérêts, sauf lorsque le directeur général assume les fonctions de président du conseil d'administration.

A la date de publication du présent rapport, le conseil d'administration est présidé par Monsieur Michael J Dormer. Madame Marie Meynadier est le Directeur Général de la Société.

### 3. REPARTITION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 2012

Au meilleur de la connaissance de la Société, la répartition du capital de la société au 31 décembre 2012 est la suivante :

	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote *
<b>Fondateurs</b>	<b>759.365</b>	<b>4,37%</b>
COFA Invest	452.117	2,61 %
EDRIP	2.478.761	14,29 %
UFG Siparex	1.439.811	8,30 %
NBGI	1.358.143	7,83 %
FCID	1.395.697	8,05 %
<b>Flottant</b>	<b>9.377.714</b>	<b>54,05%</b>
<b>Management &amp; employés</b>	<b>86.955</b>	<b>0,50%</b>
<b>Actions propres</b>	<b>53.866</b>	<b>0,00%</b>
<b>Total</b>	<b>17.402.429</b>	<b>100,00%</b>

\* Les actions propres sont privées de droit de vote

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous précisons que les actionnaires possédant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 30 juin 2012 sont identifiés dans le tableau ci-dessus.

### 4. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

#### 4.1. Rémunérations, jetons de présence, options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2011	Exercice 2012
Marie Meynadier – directrice générale		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	208.122 €	298.925 €
Valorisation des options et actions gratuites attribuées au cours de l'exercice	-	1.854.000 €
Total	208.122 €	2.152.925 €

Hervé Legrand – directeur général délégué		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	167.277 €	221.611 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	60.613 €
Total	167.277 €	282 225 €
Michael J Dormer		
Jetons de présence dus au titre de l'exercice en cours		9.791 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice		-
Total		9.791 €

#### 4.2. Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

	<u>Exercice 2011</u>		<u>Exercice 2012</u>	
	montants dus <sup>(1)</sup>	montants versés <sup>(2)</sup>	montants dus <sup>(1)</sup>	montants versés <sup>(2)</sup>
Marie- Meynadier – directrice générale				
Rémunération fixe*	153.844 €	153.844 €	161.535 €	161.535 €
Rémunération variable*	41.291 €	56.689 €	73.710 €	41.291 €
Rémunération exceptionnelle*	-	-	50.000 €	50.000 €
Jetons de présence	-	-		
Avantages en nature*	12.987 €	12.987 €	13.680 €	13.680 €
TOTAL	208.122 €	223.520 €	298.925 €	266.506€
Hervé Legrand – directeur général délégué				
Rémunération fixe*	152.917 €	152.916 €	172 550 €	172 550 €
Rémunération variable*	14.360 €	26.901 €	49.062€	14.360€
Rémunération exceptionnelle*	-	-		
Jetons de présence	-	-		
Avantages en nature*	-	-		
TOTAL	167.277 €	179.818 €	221.611 €	186.910 €

Michael J Dormer – président du conseil d’administration				
Rémunération fixe*	-	-	-	-
Rémunération variable*	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle*	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	9.791€	-
Avantages en nature*	-	-	-	-
TOTAL	-	-	9.791 €	-

(1) au titre de l’exercice

(2) au cours de l’exercice

\* sur une base brute avant impôts

L’avantage en nature consenti à Marie Meynadier correspond à l’attribution d’une voiture de fonction.

Le versement de la part variable des rémunérations est subordonné à l’atteinte des objectifs définis en conseil d’administration. Leur montant est déterminé par le comité des rémunérations.

#### 4.3. Jetons de présence et autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

<u>Mandataires sociaux non dirigeants</u>	<u>Rémunérations</u>	<u>Montants versés au cours de l’exercice 2011</u>	<u>Montants versés au cours de l’exercice 2012</u>
NBGI Private Equity représentée par Aris Constantinides	Jetons de présence	Néant	Néant
	Autres rémunérations	Néant	Néant
CDC Entreprises représentée par Marie-Laure Garrigues	Jetons de présence	Néant	Néant
	Autres rémunérations	Néant	Néant
UFG - Siparex représentée par Marlène Rey	Jetons de présence	Néant	Néant
	Autres rémunérations	Néant	Néant
Edmond de Rothschild Investment Partners représentée par Raphaël Wisniewski	Jetons de présence	Néant	Néant
	Autres rémunérations	Néant	Néant
Philip Whitehead	Jetons de présence	Néant	27 500€
	Autres rémunérations	41 870 €	20 000 €
Eric Beard	Jetons de présence	Néant	15 000 €
	Autres rémunérations	Néant	Néant
Stephane Sallmard	Jetons de présence	68.000 €	51.459€
	Autres rémunérations	Néant	Néant

**4.4. Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social par la Société ou toute société de son Groupe durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012**

Options de souscription d'actions attribuées par la Société à chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012					
Nom	N° et date du plan	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Date d'expiration
Marie Meynadier	ESOP 2010 CA du 6 juillet 2010	134.160 €	129.000	1 €	5 juillet 2020
Hervé Legrand		34.320 €	33.000	1 €	5 juillet 2020
Hervé Legrand	ESOP 2012 CA du 21 septembre 2012	60.613 €	37.648	4,07€	20 septembre 2021
Total		229.093 €	199.648	-	-

Utilisant l'autorisation conférée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 janvier 2012, le conseil d'administration du 31 décembre 2012 a attribué à Monsieur Michael J Dormer 150.000 BSA qui n'ont pas été souscrits à ce jour

**4.5. Options de souscription ou d'achat d'actions levées par chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012**

Options de souscription d'actions levées par chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012			
Nom	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Marie Meynadier	-	Néant	-
Hervé Legrand	-	Néant	-
Michael J Dormer	-	Néant	-
Total	-	Néant	-

**4.6. Actions attribuées gratuitement à chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012**

Le conseil d'administration lors de sa séance du 16 janvier 2012 a attribué 360.000 actions gratuites au directeur général.

A la date de publication du présent rapport, compte tenu de leurs termes, ces 360.000 actions sont en cours d'acquisition conformément au tableau qui suit :

Date de l'assemblée ayant autorisé l'attribution	Date d'attribution par le conseil d'administration	Nombre d'actions attribuées	Nombre d'actions en cours d'acquisition	Date d'acquisition	Durée de la période de conservation
16 janvier 2012	16 janvier 2012	360.000	360.000	16 janvier 2014	2 Ans

**4.7. Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2012**

Néant

**4.8. Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux**

Historique des attributions d'options de souscription d'actions			
Information sur les options de souscription d'actions			
Date d'assemblée	12-févr-2009	09-avr-2010	16-jan-2012
Date du conseil d'administration	07-juil-2009	06-juil-2010	21-sept-2012
Nom du plan	ESOP2009	ESOP2010	ESOP 2012
Nombre total d'actions pouvant être souscrites dont par :			
<i>Marie Meynadier</i>	<i>184.988</i>	<i>129.000</i>	-
<i>Hervé Legrand</i>	<i>92.494</i>	<i>33.000</i>	<i>37.648</i>
<i>Michael J Dormer</i>	-	-	-
Date d'expiration	06-juil-2019	05-juil-2020	20-sept-2021
Prix de souscription	1 €	1 €	4,07€
Modalités d'exercice à la date d'enregistrement du document de base	Cf (1) ci-dessous	Cf (1) ci-dessous	Cf (2) ci-dessous
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2012	0	0	0
Nombre cumulé d'options de souscription d'actions annulées ou devenues caduques	0	0	0
Nombre d'actions restant à souscrire au 31 décembre 2012	277.482	162.000	37.648

(1) Les modalités d'exercice des stock-options (S.O.) sont les suivantes :

- 25 % des S.O. pourront être exercés à compter de la date d'attribution ;
- 25 % supplémentaires pourront être exercés à chaque date anniversaire de leur attribution.

(2) Les modalités d'exercice des stock-options (S.O.) sont les suivantes :

- 25 % des S.O. pourront être exercés à compter du 1<sup>er</sup> anniversaire suivant leur attribution ;
- 25 % supplémentaires pourront être exercés à chaque nouvelle date anniversaire de leur attribution.

(1) et (2) les modalités complémentaires sont les suivantes :

Les mandataires sociaux sont tenus de conserver au moins 80% de leurs actions issues de l'exercice des options jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

En cas de départ de la Société ou de la société affiliée concernée avant leur date de levée, les options exerçables à la date du départ restent acquises au bénéficiaire sans autre date limite d'exercice que leur date de validité. Les options non encore exerçables à la date du départ sont par ailleurs automatiquement caduques à la date de ce dernier en toutes hypothèses.

**4.9. Tableau des conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants :**

<u>Dirigeants mandataires sociaux</u>	<u>Contrat de travail</u>		<u>Régime de retraite supplémentaire</u>		<u>Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction</u>		<u>Indemnités relatives à une clause de non-concurrence</u>	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Marie Meynadier directrice générale	X			X		X		X
<i>Date début mandat :</i>	Première nomination : 16 juin 1998 Dernier renouvellement : 2 décembre 2011							
<i>Date fin mandat :</i>	A l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012							
Hervé Legrand – directeur général délégué	X			X		X	X	
<i>Date début mandat :</i>	Première nomination : 7 juillet 2009							
<i>Date fin mandat :</i>	Non fixée							
Michael J Dormer – président du conseil d'administration		X		X		X		X
<i>Date début mandat :</i>	Première nomination : 9 novembre 2012							
<i>Date fin mandat :</i>	A l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014							

Mme Marie Meynadier bénéficie en outre d'une assurance chômage (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) souscrite par la Société. Pour l'exercice 202, le montant de la prime correspondante s'est élevé à 10.524,25 euros.

Mme Marie Meynadier a conclu un contrat de travail avec la Société le 30 avril 1998.

En cas de rupture du contrat de travail non motivée par une faute grave ou lourde au sens de la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de cassation Mme Marie Meynadier percevra une indemnité de licenciement égale à six mois de salaire brut.

Monsieur Hervé Legrand est soumis à une clause de non concurrence aux termes de son contrat de travail en date du 20 avril 2009 rémunérée pendant 12 mois à compter de la cession de ses fonctions salariées par une indemnité mensuelle brute égale à (i) à 50% de la moyenne mensuelle des appointements ainsi que des avantages et gratifications contractuels dont il a bénéficié au cours de ses douze derniers mois de présence au sein de la Société, ou (ii), en cas de licenciement non provoqué par une faute grave, de 60% de la même assiette.

## **5. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES**

### **5.1 Définition et objectifs du contrôle interne**

Le contrôle interne est un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité.

Il comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres de chaque société qui :

- contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources, et
- doit lui permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité.

Le dispositif vise plus particulièrement à assurer :

- a) la conformité aux lois et règlements ;
- b) l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ou le directoire ;
- c) le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- d) la fiabilité des informations financières.

Le contrôle interne ne se limite donc pas à un ensemble de procédures ni aux seuls processus comptables et financiers.

La définition du contrôle interne ne recouvre pas toutes les initiatives prises par les organes dirigeants ou le management comme par exemple la définition de la stratégie de la société, la détermination des objectifs, les décisions de gestion, le traitement des risques ou le suivi des performances.

Par ailleurs, le contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs de la société seront atteints.

### **5.2. Périmètre couvert par le contrôle interne**

Le dispositif de contrôle interne mis en place par la Société a vocation à couvrir l'ensemble des opérations réalisées.

### **5.3. Description des procédures de contrôle interne**

La société structure son approche du contrôle interne en s'inspirant des cinq composantes prévues par le référentiel AMF, à savoir :

1. Organisation générale : une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant des ressources et des compétences adéquates et s'appuyant sur des procédures, des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés ;
2. la diffusion en interne d'informations pertinentes, fiables, dont la connaissance permet à chacun d'exercer ses responsabilités ;
3. un système visant à recenser et analyser les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société et à s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques ;
4. des activités de contrôle proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de la société ;
5. une surveillance permanente du dispositif de contrôle interne ainsi qu'un examen régulier de son fonctionnement. Cette surveillance, qui peut utilement s'appuyer sur la fonction d'audit interne de la société lorsqu'elle existe, peut conduire à l'adaptation du dispositif de contrôle interne. La Direction Générale apprécie les conditions dans lesquelles elle informe le Conseil des principaux résultats des surveillances et examens ainsi exercés.

### ***Composante 1 : organisation générale***

L'organisation des procédures de contrôle interne et de gestion des risques au sein de la Société se fonde sur les principes et outils suivants :

- Des organigrammes et fiches de postes régulièrement mis à jour sous la responsabilité de chaque directeur d'activité et centralisée par la direction Finance et Administration ;
- Un Manuel Qualité comportant une cartographie détaillée de l'ensemble des processus opérationnels et des systèmes informatiques ;
- Une matrice des responsabilités par activité (ventes, développement, production, services, marketing, réglementaires, fonctions supports). Pour chacune de ces activités figurent une description des processus, ainsi qu'un lien avec les procédures ou documents structurants qui définissent les responsabilités et les interactions entre les différents responsables à chaque étape du processus.
- Une matrice de gestion des droits d'accès au système d'informations et également aux principaux documents.
- Une gestion des compétences formalisée : une formation initiale est délivrée à l'ensemble des salariés et adaptée aux spécificités de chaque poste. Un entretien d'évaluation annuel alimente le plan de formation. L'efficacité de l'action de formation est évaluée (instantanément et lors de l'entretien annuel). L'ensemble des actions de formation et de gestion des compétences est suivi en permanence par la direction des Affaires Réglementaires et Qualité et par la Direction Finance et Administration.

### ***Composante 2 : diffusion en interne d'informations pertinentes et fiables***

Le dispositif de contrôle interne de la Société est également fondé sur la diffusion et l'analyse des informations nécessaires au pilotage de l'activité, au travers d'actions d'animation et d'outils :

#### *Actions d'animation*

- Comité de direction : 2 fois par mois il réunit les 7 directeurs d'activité, traite l'ensemble des points opérationnels en liaison avec le business plan et le budget annuel ;
- Réunions d'informations générales trimestrielles : le Directeur Général informe les salariés du groupe des objectifs définis en Comité de direction et de l'état d'avancement de la société vis à vis de ces objectifs ;
- Réunions multifonctionnelles : point trans-activités sur la performance et la qualité des produits ; et
- Revues de Management Qualité semestrielles : examen du système qualité de la société, de tous les indicateurs Qualité par activité, et identification des actions pertinentes pour l'amélioration de la qualité.

#### *Outils*

- Base ENNOV documentaire : gestion électronique documentaire de l'ensemble des documents structurants par activité ;

- Base ENNOV process : gestion des anomalies qui surviennent dans les processus et des points de non-conformité dans la qualité des produits avec plan d'actions et suivi ; et
- ERP traitant la gestion de la production lancé début novembre 2011.

### ***Composante 3 : processus de gestion des risques***

La Société est soumise à une obligation réglementaire de gestion de ses risques opérationnels selon la norme ISO 14971 applicable aux activités de dispositifs médicaux. A ce titre, elle identifie et évalue les risques selon un niveau de criticité définie par la Direction des Affaires Réglementaires fondé sur le modèle de l'AMDEC (impact, probabilité d'occurrence et probabilité de non détection). Le périmètre des travaux s'étend aux processus suivants : conception, développement produit, service (exploitation et maintenance), production (efficacité des processus de production). Les dossiers de gestion de risques recensant l'ensemble des éléments décrits ci-dessous sont intégrés et mis à jour dans le dossier de conception de chaque produit.

L'ensemble des risques de la Société a été formalisé au cours de l'année 2012 sous la forme d'une cartographie des risques. Cet exercice a permis de formaliser la hiérarchisation des principaux risques opérationnels, et de valider la pertinence de mesures mises en place par la Société pour minorer ces risques

### ***Composante 4 : Activités de contrôle***

Les activités de contrôles en place sont encadrées par des obligations réglementaires fortes, propres au secteur d'activité de la société. La Société doit ainsi respecter les normes relatives aux systèmes de management de la qualité ISO 13485 et 21 CFR part 820 qui ont pour objectif la préservation de la santé du patient et le respect des obligations réglementaires. Ces référentiels imposent des procédures d'activité (*Good Practices*) précises et des objectifs de réalisation qui leur sont associés, intégrées dans la base ENNOV documentaire :

Par ailleurs, chaque employé de la société a l'obligation d'enregistrer toutes les anomalies dans la base ENNOV. Un comité d'évaluation se réunit périodiquement aux fins d'évaluer et de décider des suites à donner pour chaque anomalie

Ce processus dit « CAPA » (*Correctives Actions & Preventive Actions*) obligatoire dans le cadre de la norme ISO 13485 et du 21 CFR820 est géré informatiquement dans la base ENNOV qui a été paramétrée pour respecter les exigences de ces normes. Il permet de couvrir l'ensemble des risques de dysfonctionnements et des actions de contrôle associés aux processus opérationnels. La base ENNOV process permet notamment de disposer à tout moment d'une description des activités de contrôle et des plans d'actions par type d'occurrence, par période de temps, par gravité.

### ***Composante 5 : surveillance du dispositif de contrôle interne***

La taille de la Société ne rend pas nécessaire l'existence d'une fonction d'audit interne permanente. Néanmoins, des missions d'audit interne sont menées sous l'égide de la Direction des Affaires Réglementaires selon un plan d'audit établi annuellement et avec des ressources dédiées, sur la base notamment des anomalies soulevées dans ENNOV. Au titre de l'exercice 2012, les audits effectués ont couvert les thèmes suivants :

- Audits ponctuels sur les contrôles d'entrées de composants provenant de sous-traitants ;
- Audit sur les ressources humaines (adéquation entre les fiches de postes, les procédures internes et les matrices de responsabilités) ;
- Audits des sous-traitants (qualité technique de la prestation) ;

- Audit Qualité interne sur l'ensemble des processus mené annuellement par un prestataire externe spécialisé dans la gestion de la qualité des fabricants de dispositifs médicaux. Les recommandations de ces audits sont enregistrées et suivies dans la base ENNOV.

Au-delà des activités d'audit interne, la Société suit des indicateurs d'activités très complets (qualité, performance) et suit les actions de correction qui sont engagées.

Enfin, la base ENNOV process est utilisée tout au long de l'année pour un pilotage strict des dysfonctionnements relevés dans le déroulement des processus opérationnels.

#### **5.4. Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

##### *Organisation de la fonction comptable et financière*

La fonction comptable et financière est gérée en interne par une équipe composée de deux personnes dont un directeur administratif et financier. La comptabilité générale de même que la consolidation des comptes sont réalisées en interne, et revues par un expert-comptable. La revue fiscale et la gestion de la paie sont confiées à un cabinet d'expertise comptable. L'évaluation des indemnités de départ à la retraite de même que celle des engagements liés à l'attribution des stock-options sont confiés à des experts indépendants.

##### *Consolidation des comptes*

Le périmètre de consolidation comporte la société française et ses trois filiales étrangères. La consolidation des comptes est assurée par la Direction Administrative et Financière à partir d'un format de *reporting* mensuel. Les principales procédures comptables sont formalisées (notamment celles définissant les opérations de consolidation et les contrôles assurés sur le *reporting* mensuel des filiales).

##### *Suivi des filiales*

Chaque filiale dispose d'un budget annuel mensualisé et d'un reporting mensuel qui analyse les écarts avec ce budget.

La comptabilité des filiales est entièrement sous-traitée à des cabinets d'expertise comptable locaux.

##### *Clôture des comptes sociaux Groupe*

Un expert-comptable assure la paie et la revue fiscale annuelle.

Calendrier de clôture

Les comptes mensuels sont arrêtés dans un délai de 8 jours ouvrés.

#### **5.5. Conclusion : les axes d'amélioration en projet**

La Société attache la plus grande importance à son dispositif de contrôle interne. Les investissements décrits ci-dessus engagés pour poursuivre l'amélioration de sa structuration en sont la meilleure illustration.

A la fin de l'année 2012, la Société maintient l'objectif de poursuivre l'analyse et l'amélioration des actions mises en place pour réduire l'exposition de la société aux risques opérationnels majeurs.

---

Michael J Dormer  
Président du Conseil d'Administration

## EOS IMAGING

Société anonyme au capital de 174.024,29 euros

Siège social : 10 rue Mercœur 75011 Paris

349 694 893 R.C.S. Paris

---

### RAPPORT SPECIAL

#### SUR LES OPERATIONS REALISEES EN VERTU DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L. 225-177 A L. 225-186 DU CODE DE COMMERCE

*(Attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions)*

#### EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport prévu par l'article L. 225-184 du code de commerce relatif aux attributions d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012, afin de vous rendre compte :

- du nombre, des dates d'échéance et du prix des options de souscription d'actions qui, durant l'année et à raison des mandats et fonctions exercés dans la Société, ont été consenties à chacun de ses mandataires par la Société, par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du code de commerce et par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce ainsi que du nombre et du prix des actions souscrites durant l'exercice par ces mandataires sociaux en levant une ou plusieurs des options (1) ;
- le nombre, le prix et les dates d'échéance des options de souscription d'actions consenties, durant l'année, par la Société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180, à chacun des dix salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé ainsi que le nombre et le prix des actions qui, durant l'année, ont été souscrites en levant une ou plusieurs options, par chacun des dix salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi souscrites est le plus élevé (2),
- le nombre, le prix et les dates d'échéance des options de souscription d'actions consenties, durant l'année, par la Société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180, à l'ensemble des salariés bénéficiaires ainsi que le nombre de ceux-ci et la répartition des options consenties entre les catégories de ces bénéficiaires (3).

Le nombre d'options de souscription d'actions attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et non caduques à la date du 31 décembre 2012 est de 376.916

#### **1. Options consenties aux mandataires sociaux**

Bénéficiaire	Date d'attribution	Nombre	Prix d'exercice (euros)	Date d'échéance	Société concernée	Fonctions exercées à la date d'attribution
Hervé Legrand	21.09.2012	37.648	4,07	21.09.2022	EOS Imaging	Directeur général délégué

Le conseil d'administration a fixé à 25 % la quantité d'actions issues de la levée d'options que le bénéficiaire susvisé est tenu de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions et conditionné leur exercice à des conditions de performance (conformément au code de gouvernance MiddleNext que la Société a décidé de suivre).

Aucune option n'a été levée par un mandataire social de la Société au cours de l'exercice 2012.

## **2. Options consenties aux dix salariés de la Société non-mandataires sociaux dont le nombre d'options consenties est le plus élevé**

Le tableau qui suit rend compte du nombre, des dates d'échéance et du prix des options, qui ont été attribuées par la Société, au cours de l'exercice écoulé, à chacun des dix salariés de la Société ou des sociétés qu'elle contrôle non mandataires sociaux s'étant vu octroyer le plus grand nombre d'options.

Bénéficiaire	Date d'attribution	Nombre	Prix d'exercice (euros)	Date d'échéance	Société concernée	Fonctions exercées à la date d'attribution
Marie de la Simone	21/09/2012	62.000	4,07	20/09/2021	EOS imaging SA	Directrice Marketing
Anne Renevot	21/09/2012	62.000	4,07	20/09/2021	EOS imaging SA	Directeur Financier
Eric Maulave	21/09/2012	50.000	4,07	20/09/2021	EOS imaging SA	VP sales Europe & ROW
Karine Chevrie	21/09/2012	42.169	4,07	20/09/2021	EOS imaging SA	Directrice qualité et rgtaire
Didier Saint Felix	21/09/2012	37.699	4,07	20/09/2012	EOS imaging SA	Directeur des opérations
Youcef Imoussaine	21/09/2012	7.500	4,07	20/09/2012	EOS imaging SA	Responsable maintenance
Maurice Delplanque	21/09/2012	7.500	4,07	20/09/2012	EOS imaging SA	Responsable R&D
Charles Atkins	21/09/2012	6.000	4,07	20/09/2012	EOS imaging Inc	Regional Sales Manager
Fran Hackett	21/09/2012	6.000	4,07	20/09/2012	EOS imaging Inc	Regional Sales Manager
Amy Fredrick	21/09/2012	6.000	4,07	20/09/2012	EOS imaging Inc	Clinical study manager NA

Aucune action n'a été souscrite sur exercice d'options de souscription d'actions par chacun des dix salariés de la Société ou des sociétés qu'elle contrôle non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi souscrites au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 est le plus élevé.

## **3. Options consenties à l'ensemble des salariés du groupe**

Au cours de l'exercice 2012, le conseil d'administration, faisant usage des autorisations qui lui ont été consenties, a procédé à l'attribution d'un nombre total de options de souscription d'actions de la Société au profit de bénéficiaires, salariés de la Société et des filiales de la Société, selon le tableau ci-après

Catégorie de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires concernés	Date d'attribution	Nombre d'options	Prix d'exercice (euros)	Date d'échéance	Société concernée
Employés	9	21/09/2012	5.900	4,07	21/09/2021	EOS imaging SA
Cadres	32	21/09/2012	33.500	4,07	21/09/2021	EOS imaging SA
Cadres	3	21/09/2012	11.000	4,07	21/09/2021	EOS imaging Inc
Cadres	1	21/09/2012	2.000	4,07	21/09/2021	EOS image Inc

---

**Le conseil d'administration**